



CARTOGRAPHIE ET PROFIL
SOCIOÉCONOMIQUE DES
COMMUNAUTÉS DE RETOUR
EN MAURITANIE

RAPPORT
DE SYNTHÈSE

2018



Projet financé par l'Union européenne
Projet mis en oeuvre par l'OIM



SAMUEL HALL.

Le présent rapport de synthèse a été produit grâce au soutien financier de l'Union européenne.

Les opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues et politiques officielles de l'Union européenne ou de l'Organisation internationale pour les migrations. Les désignations utilisées et la présentation de tout le contenu du document n'impliquent aucune expression de la part de l'Union européenne ou de l'OIM concernant le statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une région, ou de leurs autorités, concernant leurs frontières ou limites.

L'Union européenne ou l'OIM ne donnent aucune garantie ou représentation, explicite ou implicite, en ce qui concerne l'exactitude ou l'exhaustivité de ce document. En aucun cas, elles ne seront responsables de toute perte, dommage, responsabilité ou dépense encourus ou subis qui résulteraient de l'utilisation de cette étude, y compris, sans limitation, toute faute, erreur, omission, interruption ou retard à cet égard.

Ce document contient des liens à des sites web de tiers. Les sites auxquels on peut accéder à partir de ces liens ne sont pas gérés ou contrôlés par l'Union européenne ou par l'OIM. L'Union européenne ou l'OIM ne sont donc pas responsables de la disponibilité, du contenu ou de l'exactitude ces sites, ni d'aucun lien contenu dans ces sites référencés. La mention de ces liens est à titre indicatif uniquement, elle ne constitue en aucun cas ni une recommandation ni une incitation aux lecteurs à utiliser ces références. Cette mention n'implique également aucune approbation de site web par l'Union européenne ou l'OIM.

L'OIM croit fermement que les migrations ordonnées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société tout entière. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM collabore avec ses partenaires de la communauté internationale en vue de résoudre les problèmes pratiques de la migration, de mieux faire comprendre les questions de migration, d'encourager le développement économique et social grâce à la migration et de promouvoir le respect effectif de la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Le présent rapport de synthèse a été préparé à la demande du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et la recherche a été effectuée par Samuel Hall. Les avis qui y sont exprimés ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'OIM. Toute erreur ou omission relève de la responsabilité de Samuel Hall.

Référence du document :

Samuel Hall (2018). *Cartographie et profil socioéconomique des communautés de retour en Mauritanie (Rapport de Synthèse)*. Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Organisation internationale pour les Migrations.

I. CONTEXTE, OBJECTIFS & MÉTHODOLOGIE

La Mauritanie est un principal pays de transit pour les migrants d'Afrique de l'Ouest. En 2015, le Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies estimait à près de 140 000 le nombre d'immigrants et de réfugiés en Mauritanie, en majorité venant du Mali, du Sénégal, de Guinée et d'Algérie¹. Ce chiffre est légèrement supérieur au nombre de Mauritaniens résidant à l'étranger la même année, un peu moins de 120 000 au Sénégal (43 %), en France (15 %) et au Mali (14 %)².

Le départ, le retour et la réintégration des ressortissants mauritaniens sont un sujet peu étudié, et mal connu des acteurs locaux³. Pourtant, des Mauritaniens sont potentiellement dans des situations de vulnérabilités et de besoin d'assistance au retour et à la réintégration. En effet, selon Eurostat, sur les 6085 demandes d'asile de Mauritaniens ayant reçu une décision finale en Europe entre 2012 et 2017, seules 11 % ont été acceptées⁴. En parallèle, 303 Mauritaniens ont rejoint l'Espagne par la Méditerranée en 2017⁵.

La Mauritanie est généralement qualifiée de « *trait d'union* »⁶ entre le Maghreb et l'Afrique subsaharienne – un pays pluriethnique et multiculturel qui fait face à des défis de cohésion sociale et économique. Économiquement, la Mauritanie fait face à de nombreuses contraintes qui impactent les dynamiques migratoires locales et les décisions des jeunes mauritaniens de migrer régulièrement ou irrégulièrement. Son économie

repose sur le secteur extractif⁷ dont le partage des profits est inégal au sein de la société, et qui ne représente que 1,7 % de l'emploi. De plus, la Banque mondiale estime que seul 0,5 % de la proportion du territoire est propre à l'agriculture – pourtant l'agriculture, l'élevage, la pêche, et l'exploitation forestière représentent 31 % du produit intérieur brut (PIB) mauritanien, et génèrent des emplois pour près d'un tiers de la population.⁸ De même, à Nouakchott, le secteur informel ne représente que 30 % de l'économie de la capitale, mais serait la principale source de revenus de plus de 80 % des habitants⁹.

En Mauritanie, l'OIM travaille aux côtés des services de l'État en charge de la gestion des frontières et de la migration, notamment le Bureau central de recherche (BCR) de la gendarmerie, la Direction de la surveillance du territoire (DST) et la Direction générale de la sécurité nationale (DGSN), ainsi que la Direction en charge des frontières auprès du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (MIDEC) et des organisations de la société civile. Elle s'est vue octroyer un budget de 8 millions d'euros au titre du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union européenne pour fournir un soutien opérationnel et technique au renforcement de la gestion des frontières à l'État mauritanien, ainsi qu'une aide à la réintégration de 400 migrants assistés au retour. Les retours assistés des ressortissants mauritaniens par l'OIM ont commencé en 2016¹⁰. Au moment de l'étude de terrain en mars 2018, seuls deux

¹ UNU-MERIT, Maastricht Graduate School of Governance, 2017, Mauritania Migration Profile, Annex to the Study on Migration Routes in the East and Horn of Africa, commissioned by Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

² Ibid

³ KII, OIM Mauritanie, 07/12/2018

⁴ Données HCR
<https://data2.unhcr.org/en/situations/mediterranean/location/5226>

⁵ Ibid

⁶ AFD, « Mauritanie » : <https://www.afd.fr/fr/page-region-pays/mauritanie>

⁷ Banque Mondiale, 2017, « Diagnostique Systématique Pays – Mauritanie »

⁸ Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie, fiche projet,
https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/euetfa/files/t05-eutf-sah-mr-07_ami_resilience.pdf

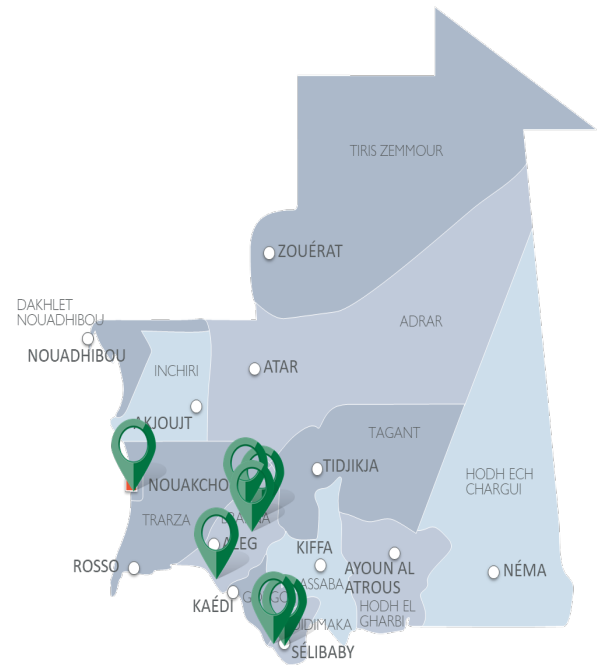
⁹ Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie, fiche projet,
https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/euetfa/files/t05-eutf-sah-mr-07_ami_resilience.pdf

¹⁰ KII, OIM Mauritanie, 07/12/2018

bénéficiaires ont été assistés au retour en Mauritanie.

Si l'essentiel des fonds est destiné au renforcement de la gestion des frontières, cette étude se concentre uniquement sur la problématique de la réintégration. La recherche vise à soutenir la mise en place d'activités économiques, sociales et psychosociales favorisant la réintégration durable des migrants assistés au retour. Son objectif général est de mieux comprendre les contextes des communautés de retour – afin de formuler des recommandations aux niveaux communautaire et national.

Elle vise à soutenir la mise en œuvre opérationnelle de l'Initiative conjointe à travers : 1) une **étude de 6 communautés de retour identifiées par l'OIM en Mauritanie** et 2) une **base de référence socioéconomique pour permettre une évaluation de l'impact des initiatives d'assistance au retour et à la réintégration conduites par l'OIM en Mauritanie**. À travers la recherche socioéconomique et l'approche C4D (*Communication pour le Développement*), l'audience/l'audience cible prioritaire reste les migrants de retour, mais aussi les communautés dites « hôtes », de retour, de transit ou d'accueil, afin de faciliter la réintégration sociale, économique et psychosociale au sein de ces communautés.



Carte 1 : Communautés étudiées en Mauritanie

La présente étude se concentre sur la Mauritanie et les zones de Boghé, Bagodine, Niabina, Sélibaby (incluant Djadjibina), Nouakchott et M'bagne. L'enquête de terrain a eu lieu du 7 au 18 mars 2018, avec une enquête quantitative auprès des jeunes (15-34 ans) dans les six communautés interrogées (832 au total, soit en moyenne 139 par communauté). L'équipe a également effectué des entretiens qualitatifs auprès des membres de la communauté, des employeurs et des migrants de retour – notamment par le biais de fiches d'observation communautaires (6), des discussions de groupe (12, soit 2 par communauté), et d'entretiens avec les parties prenantes (52, soit 9 par communauté en moyenne).

L'enjeu de cette étude va au-delà de l'OIM ou des migrants de retour mauritaniens eux-mêmes, puisqu'elle touche aux dynamiques migratoires plus globales mais aussi à la pérennité sociale, sociétale et économique des communautés de retour – ce que soulignent souvent les participants aux groupes de discussion : « Ici à Bagodine, notre économie est presque gérée par les migrants ; tellement nous sommes nombreux à quitter notre localité à la recherche d'une vie meilleure et pour améliorer notre quotidien ainsi que celui de nos proches. Alors, de ce fait la réussite des migrants tente les autres à aller à l'extérieur. » (Mamadou, 45 ans, professeur, Bagodine)

L'Initiative conjointe est inscrite dans un changement d'approche à la réintégration au sein de l'OIM. En 2017, l'OIM a adopté une définition multidimensionnelle et intégrée de la réintégration durable : « la réintégration est durable lorsque le migrant de retour atteint un niveau d'autosuffisance économique, de stabilité sociale au sein de sa communauté et de bien-être psychosocial, qui lui permet de faire face aux facteurs de migration. Une fois que la réintégration est durable, la décision de migrer à nouveau devient un choix et non une nécessité pour le migrant. »



Qui sont les migrants de retour interrogés lors de l'étude ?

L'échantillonnage aléatoire adopté pour l'enquête quantitative fait apparaître 99 Mauritaniens revenus de l'étranger. Dans cette étude, le terme « migrant de retour » est employé pour parler des personnes interrogées lors de l'enquête qui ont vécu plus de trois mois à l'étranger et sont revenues en Mauritanie sans assistance de l'OIM ; et le terme « migrants assistés au retour » pour parler des Mauritaniens assistés par l'OIM dans le cadre de l'assistance au retour volontaire et à la réintégration. Les données de ce rapport de synthèse, décrivent, en plus des communautés sélectionnées, les migrants de retour – mais non les migrants assistés au retour par l'OIM. À noter, la proportion de migrants de retour chez les hommes et les femmes interrogés est égale.

II. DONNÉES SOCIOÉCONOMIQUES & PSYCHOSOCIALES SUR LES 6 COMMUNAUTÉS DE L'ÉTUDE

Cette section fournit une synthèse globale des analyses et observations relatives aux dimensions économiques, sociales et psychosociales dans les six communautés interrogées.

DIMENSION ÉCONOMIQUE

Les migrants de retour plus susceptibles d'avoir un emploi (généralement informel) rémunéré et sont relativement moins vulnérables que les non migrants.

- Les migrants de retour ont un **accès au revenu supérieur** (+8 points comparé aux non migrants).
- Concernant **l'endettement**, il faut remarquer le pourcentage important de répondants (28 %) qui déclarent avoir des dettes d'un niveau supérieur au revenu mensuel global de leur ménage. Les migrants de retour ne sont pas plus susceptibles d'avoir des dettes que les non migrants (23 % contre 28 %).

Des compétences professionnelles qui ne correspondent pas avec les secteurs porteurs de l'économie nationale :

- Les compétences auto-déclarées sont faibles dans les deux secteurs considérés comme porteurs dans le cadre du Fonds fiduciaire : le BTP (ici maçonnerie), l'agriculture et la pêche (6 %, 4 % et 0 % respectivement).
- Une proportion importante de jeunes (11 % d'hommes et 17 % de femmes) souhaitent acquérir des **compétences dans le domaine de la vente et du commerce (business)**, particulièrement à Nouakchott, même si ces dimensions restent encore souvent très abstraites pour les plus jeunes – le « business », le « management », ou l'entrepreneuriat sont en effet des notions aux contours flous qui ne désignent pas la même réalité pour les employeurs ou pour les employés, pour le segment 15-24 ou pour les 25-34 (avec davantage d'expérience professionnelle).
- **Peu de formations professionnelles sont adaptées au marché, en particulier pour les jeunes déscolarisés.** Un seul centre de formation accueille ce groupe démographique, à hauteur de 60 jeunes par an¹¹. Des efforts de coopération avec le secteur privé ont été faits, notamment à travers l'ouverture du centre de formation de la SNIM (Société Nationale Industrielle et Minière de Mauritanie, principal employeur du pays) à Zouerat en 2011, qui forme 300 élèves aux métiers des mines¹².
- **La majorité (74 %) des répondants de l'échantillon manifestent un intérêt à créer et posséder leur propre entreprise.** Ceux-ci identifient le manque de capital comme obstacle principal à l'entrepreneuriat, plutôt que les compétences ou le réseau.

Acteurs économiques en Mauritanie :

En Mauritanie, la politique d'emploi est du ressort de la Direction de l'Emploi (DE) du Ministère de l'Emploi de la Formation Professionnelle et des Technologies de l'Information et de la Communication (MEFPTIC), l'Agence

¹¹ Programme de renforcement de la résilience des communautés urbaines et rurales vulnérables en Mauritanie, fiche projet, https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/sites/euetfa/files/t05-eutf-sah-mr-07_ami_resilience_.pdf

¹² World Bank (2014), « Project Paper On A Proposed Additional Grant In The Amount Of Sdr 7.4 Million (Us\$11.3 Million Equivalent) To The Islamic Republic Of Mauritania For The Skills Development Support Project », April 7, 2014 <http://documents.worldbank.org/curated/en/160021468052788570/pdf/PAD9720PJPROP1010Box385177B00UO090.pdf>

Nationale de Promotion de l'Emploi des Jeunes (ANAPEJ), l'Institut National pour la Promotion de la Formation Technique et Professionnelle (INAP-FTP) et la Direction de la Formation Technique et Professionnelle (DFTP) et la Direction de la Promotion de la Microfinance et de l'Insertion Professionnelle (DPMIP).

Ces institutions agissent au travers d'un certain nombre de projets et des programmes spécialisés dans la promotion de l'emploi des jeunes. On note notamment le **Projet d'Appui à la Formation Technique et Professionnelle**, financé par l'IDA dans le cadre du PNDSE II (mis en place par l'INAP-FTP), les antennes Cap Insertion dans les quartiers défavorisés de Dar Naim et Arafat, à Nouakchott (par la DPMIP).

Le Bureau international du Travail (BIT) met en place un nombre significatif de projets liés à l'emploi des jeunes, notamment dans le cadre du Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE :

- PECOBAD portant sur des chantiers et des écoles de construction avec des matériaux locaux ;
- Projet de promotion de l'emploi dans le secteur de la pêche artisanale avec l'UE, l'ASI et la GIZ, devant être lancé dans le courant du mois de juin 2017 ;
- Projet de l'amélioration de l'employabilité des jeunes dans les quartiers précaires de Nouakchott, en cours de formulation.

DIMENSION SOCIALE

Migration et éducation : une relation complexe.

- Les **migrants de retour de l'échantillon ne sont pas « sous-scolarisés »** : les résultats concernant la scolarité des migrants de retour ne diffèrent pas fondamentalement de ceux des non migrants. Si seulement 20 % des migrants de retour ont fréquenté le collège, contre 26 % des non migrants, davantage de migrants de retour (+6 points) ont obtenu une licence.
- Les taux d'accès à l'éducation sont faibles dans les communautés interrogées. En moyenne, 37 % des répondants sont titulaire du bac ou plus. Les projets doivent prendre en compte ces faiblesses structurelles et offrir des opportunités d'alphabétisation ou de mise à niveau pour un processus de réintégration durable.

Un accès aux services inégal entre les communautés :

- Les principales différences en matière d'accès aux services se situent **entre les communautés plutôt qu'entre les sexes ou les différents profils migratoires.**
- **L'état des infrastructures en Mauritanie demeure un défi majeur pour le développement du pays.** Le manque d'accès aux services de base (eau, électricité, santé et éducation) constitue un obstacle pour le développement des activités économiques et l'investissement étranger. Seulement 21 % de la population ont accès à l'eau potable, et l'assainissement est un défi majeur, notamment en zone rurale. De plus, la moitié de la population mauritanienne n'a pas accès à l'électricité. L'accès au réseau électrique national est un défi dans les zones rurales comme Niabina, Bagodine.

Acteurs sociaux en Mauritanie :

- Le **Ministère des Affaires Sociales, de l'Enfance et de la Famille (MASEF)** est en charge de la protection sociale des groupes vulnérables. Il n'est pas actuellement impliqué dans la prise en charge des migrants assistés au retour.

DIMENSION PSYCHOSOCIALE

Un désir de départ majoritaire chez les répondants jeunes, lié à des perceptions positives des migrants de retour.

- **Plus de la majorité des répondants souhaitent quitter leur communauté (58 %).** La majorité souhaite partir vers un pays européen. **Les motivations invoquées pour le retour sont essentiellement familiales.**
- La grande majorité de l'échantillon répondent soit « les non migrants ont soit une image positive en Mauritanie » soit « ne sait pas » (82 %).

Des besoins psychosociaux importants, et la rareté de services adaptés :

- Au niveau individuel, de nombreux répondants éprouvent des sentiments négatifs de façon quotidienne, bien qu'ils déclarent en majorité être optimistes pour le futur. Les besoins psychosociaux sont conséquents, 35 % des répondants disent vouloir recevoir un soutien psychosocial formel ou informel.
- Aucune étude n'a été effectuée en Mauritanie sur les besoins psychosociaux des migrants de retour. Néanmoins, selon Brahim Ould Ahmadou, Directeur Exécutif de l'AMPF et psychologue : *« Les souffrances psychologiques sans troubles sont avérées. Il y a un besoin de les verbaliser. Ils reviennent sans rien, avec des espoirs déçus, et potentiellement un traumatisme dû à un changement brutal d'environnement et à la séparation d'avec la famille et la communauté. La prise en charge permet de prévenir l'évolution des troubles mentaux. Il faut qu'ils soient orientés dès leur arrivée, en plus des autres formes d'appui ».*

Acteurs psychosociaux en Mauritanie :

- Les services psychologiques cliniques sont rares en Mauritanie, notamment hors de Nouakchott – ce soutien psychologique peut être considéré comme fourni par la famille, les proches ou les acteurs communautaires.
- **Certaines ONG ont de l'expérience dans le soutien psychosocial au niveau communautaire**, comme l'Association Mauritanienne pour la Promotion de la Famille (AMPF), la Croix Rouge et SOS Exclus.

III. IDENTIFICATION DES BESOINS COMMUNAUTAIRES EN VUE D'UNE MEILLEURE RÉINTÉGRATION

Pour corroborer les informations recueillies sur le terrain et sur la base des indicateurs développés dans le rapport régional et du rapport MEASURE¹³, le tableau ci-dessous présente les différentes dimensions de réintégration individuelle pour les six communautés de l'étude en Mauritanie. Dans un premier temps, un indicateur est développé pour chacune des trois dimensions – économique, sociale, psychosociale – en fonction des données quantitatives récoltées lors de l'étude auprès des personnes interrogées dans chaque communauté; ces trois indicateurs sont composés à l'aide des réponses données sur les profils socioéconomiques, les perceptions individuelles, la présence et la qualité des infrastructures, la présence et la

¹³ IOM – MEASURE, 2017. *Setting Standards for The Operationalisation of IOM's Integrated Approach to Reintegration*, Final Deliverable, Research conducted by Samuel Hall for IOM – Geneva.

qualité des services de santé, la possibilité d'obtenir des financements ou prêts, le dynamisme des échanges commerciaux, les vulnérabilités observables, la sécurité, l'environnement, la cohésion sociale, etc. Dans un second temps, un indicateur synthétique représentant la moyenne arithmétique – sans poids particulier – des trois indicateurs précédents permet la définition d'un score de réintégration économique, sociale et psychosociale. Cette grille d'analyse pourra être répliquée, en utilisant la même méthodologie, lors des évaluations d'impact de mi-parcours et finale ; des versions simplifiées peuvent aussi être développées par les équipes de suivi interne de l'OIM Mauritanie.

Tableau 1. Score de réintégration économique, sociale et psychosociale pour les communautés étudiées en Mauritanie

	Pilier 1 Dimension économique			Pilier 2 Dimension sociale		Pilier 3 Dimension psychosociale		Score de réintégration		
	Rang	Communauté	Score	Communauté	Score	Communauté	Score	Rang	Communauté	Score
Mauritanie	1	Nouakchott	0,95	M'bagne	0,63	M'bagne	0,67	1	M'bagne	0,66
	2	M'bagne	0,69	Sélibaby	0,61	Bagodine	0,61	2	Nouakchott	0,61
	3	Boghé	0,53	Nouakchott	0,55	Niabina	0,49	3	Sélibaby	0,51
	4	Sélibaby	0,53	Boghé	0,43	Sélibaby	0,40	4	Boghé	0,44
	5	Niabina	0,30	Niabina	0,28	Boghé	0,36	5	Niabina	0,36
	6	Bagodine	0,15	Bagodine	0,18	Nouakchott	0,33	6	Bagodine	0,32

- La **dimension économique** porte sur la présence d'offres d'emploi ou d'activités génératrices de revenus, et le niveau de vie au sein d'une communauté. Dans le tableau 2, on voit la très nette différence entre Nouakchott (0,95) et Bagodine (0,15), et les quatre autres communautés (0,69 à 0,30). Le manque d'infrastructures et d'industries est particulièrement significatif dans les zones rurales. Généralement, même pour les jeunes qui ont une activité génératrice de revenus, celle-ci est susceptible de ne pas être durable. En effet, l'économie mauritanienne repose largement sur le secteur informel (85 pour cent des travailleurs selon la Banque mondiale¹⁴).
- La **dimension sociale** prend en compte le niveau d'accès aux services de base tels que l'eau et l'électricité, l'éducation, la santé, le logement, les documents d'identité, la justice et la police. Boghé est caractérisé par un très faible accès à l'eau (3 % des répondants), et Bagodine par un faible accès aux documents d'identité (7 %).
- La **dimension psychosociale** est couverte par les indicateurs quantitatifs prenant respectivement en compte l'incidence des émotions négatives au quotidien (colère, peur, solitude, faible estime de soi, tristesse, etc.) au sein de la communauté et le besoin en matière de services psychologiques spécialisés. L'indicateur prend également en compte l'incidence de la discrimination, de la participation sociale et des niveaux perçus de sécurité et de confiance au sein de la communauté. Une proportion importante de répondants jeunes souhaite avoir accès à des services psychologiques, jusqu'à 54 % à Sélibaby et 56 % à Nouakchott.

Sur la base des indicateurs ci-dessus, nuancés par l'observation directe et par les entretiens qualitatifs, il est possible d'identifier des besoins communautaires spécifiques dans des domaines comme l'eau, l'énergie, l'environnement, etc. relevés dans le tableau suivant : en rouge, les enjeux prioritaires ; en orange, les enjeux importants.

¹⁴ World Bank (2014), « Project Paper On A Proposed Additional Grant In The Amount Of Sdr 7.4 Million (Us\$11.3 Million Equivalent) To The Islamic Republic Of Mauritania For The Skills Development Support Project », April 7, 2014
<http://documents.worldbank.org/curated/en/160021468052788570/pdf/PAD9720PJPROP1010Box385177B000UO090.pdf>

Tableau 2. Aperçu des défis socioéconomiques principaux par communauté

	Eau	Éducation	Énergie	Infrastructures	Productivité agricole	Finance	Social	Environnement
Nouakchott								
Sélibaby								
Boghé								
Bagodine								
Niabina								
Djadjibina								

IV. APERÇU DES ACTEURS DE LA RÉINTÉGRATION ET DE LEURS CAPACITÉS AU MAURITANIE

Depuis 2016, 17 Mauritaniens ont été assistés au retour vers la Mauritanie à travers le programme ARVR. Toutefois, comme suggéré dans l'introduction, ce chiffre pourrait potentiellement augmenter dans le futur. Cette section présente des opportunités d'orientation et de coopération avec les acteurs existants.

- Opportunités d'orientation** : Un nombre important de projets axés sur l'emploi des jeunes sont mis en place dans le cadre du Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE (27,2 millions d'Euros sont dédiés aux opportunités économiques pour les jeunes au titre du FFUE¹⁵) et par les autres partenaires internationaux – des projets qui souffrent d'un manque général de coordination entre les initiatives. Le nombre important de projets visant à améliorer l'emploi des jeunes présente des opportunités d'orientation intéressantes pour les bénéficiaires d'ARVR en Mauritanie; d'autant plus que l'OIM Mauritanie a des modalités de projet uniques dans le cadre du Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE – si dans les autres pays, l'OIM se concentre sur la réintégration des migrants de retour; en Mauritanie, elle se concentre sur la gestion des frontières, l'assistance directe aux migrants en transit et la mobilisation des compétences de la diaspora mauritanienne.
- Actuellement, aucun acteur n'a de compétences spécifiques en réintégration.** Il est néanmoins essentiel de former des acteurs locaux sur les suivis de projets. L'OIM joue un **rôle pivot** dans la mise en place de systèmes de coopération entre acteurs de gouvernance de la réintégration. Afin de surmonter les obstacles susmentionnés, l'OIM devrait créer des partenariats (en collaboration avec le gouvernement mauritanien) avec des institutions internationales, des ONG, des associations locales ou des acteurs privés ayant de solides capacités techniques et financières; et une expérience solide dans la mise en œuvre d'activités de renforcement socioéconomique au niveau communautaire pouvant avoir un impact (direct ou indirect) sur la réintégration durable des migrants de retour.

Le tableau suivant propose une analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces pour la mise en place des projets de réintégration de l'OIM Mauritanie. Plusieurs points importants dans l'écosystème actuel des parties prenantes de la réintégration en Mauritanie méritent d'être soulignés; certaines sont des freins à une

¹⁵ DEVCO, « Mauritanie » : https://ec.europa.eu/europeaid/sites/devco/files/mauritanie_vf.pdf

meilleure prise en charge, d'autres constituent des opportunités pour une meilleure coordination des acteurs concernés par le processus de réintégration des migrants de retour.

Tableau 3. Analyse SWOT (Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces) de l'OIM Mauritanie

Forces (S)	Faiblesses (W)
<ul style="list-style-type: none"> Des efforts de coordination sont en place, notamment entre l'OIM et Save the Children dans le cadre de l'élaboration des messages de sensibilisation. Des rencontres régulières avec, et une base de données de partenaires potentiels de réintégration. 	<ul style="list-style-type: none"> Des difficultés pour impliquer les acteurs gouvernementaux, empêchant la mise en place d'un système d'accueil et de réintégration – sur les court et long termes. Absence d'un cadre de coopération sur la réintégration en Mauritanie. Absence de discussions entre les principaux bénéficiaires du FFUE. Connaissance limitée des problématiques de retour et de la réintégration au niveau national et local Absence de mécanisme de coordination formel entre les agences onusiennes en Mauritanie.
Opportunités (O)	Menaces (T)
<ul style="list-style-type: none"> Opportunité de mettre en place les partenariats et mécanismes de coordination avant une accélération potentielle des retours. 	<ul style="list-style-type: none"> Manque d'intérêt des parties prenantes. Besoins en renforcement de capacités au sein de l'OIM.

La cartographie suivante présente les dynamiques liant l'ensemble de ces acteurs au niveau central ainsi que les obstacles identifiés en matière de coopération.

Enfin, le tableau 4 présente des partenariats généraux et applicables à toutes les interventions d'intégration économique, sociale, psychosociale et environnementale ainsi que les besoins en renforcement de ces acteurs. Ces pistes de partenariat ne sont qu'indicatives, en raison des limites propres à cette étude, et requièrent un travail d'information sur chaque partenaire – qu'il soit institutionnel ou non – de la part de l'OIM afin de garantir la faisabilité technique, la viabilité financière et la durabilité de chaque partenariat.

Graphique 1. Cartographie des acteurs avec identification des faiblesses structurelles majeures

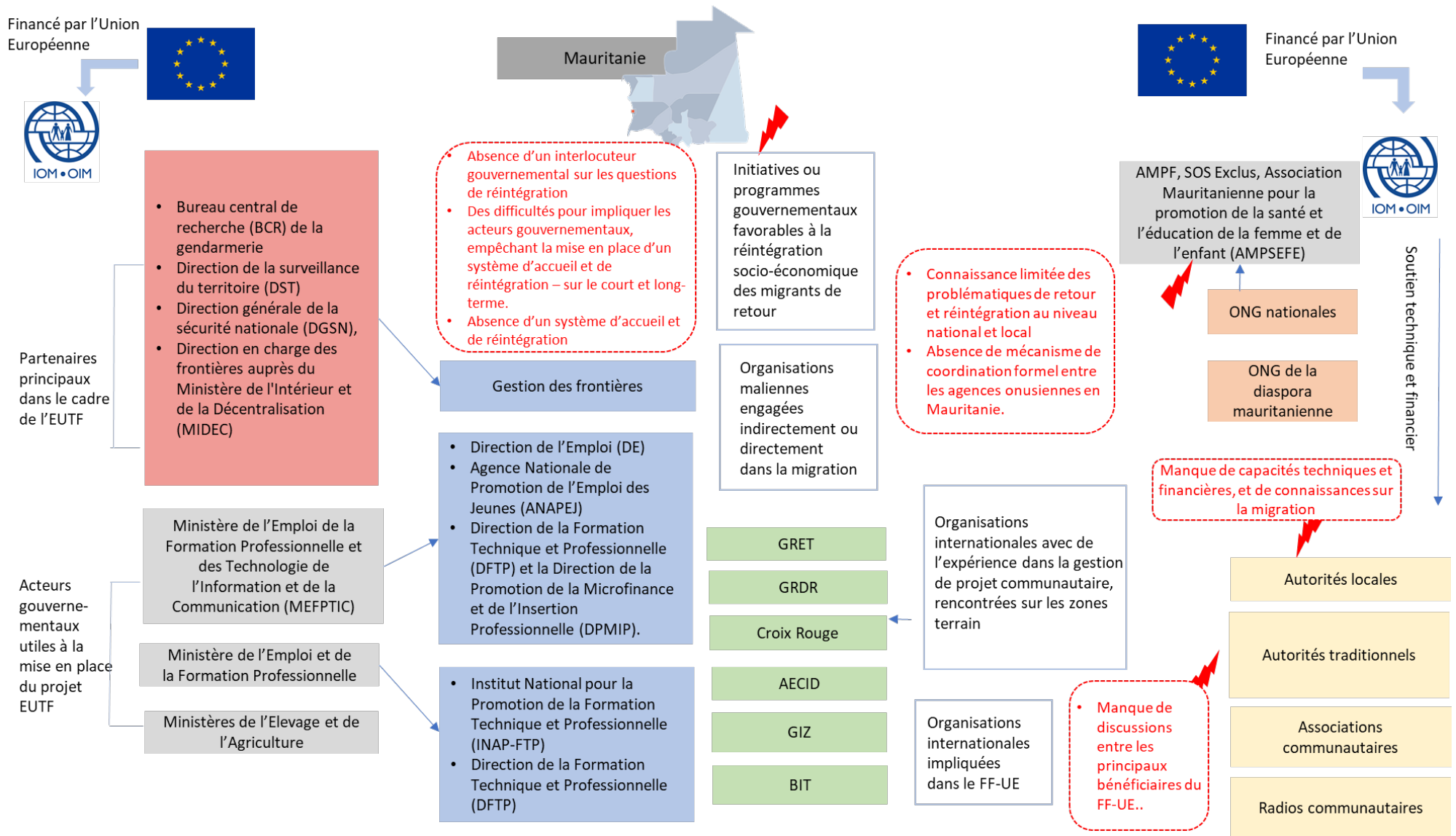


Tableau 4 : Partenariats structurels et généraux (indépendamment des chaînes de valeur ou des secteurs)

STRUCTURES ÉCONOMIQUES, SOCIALES, PSYCHOSOCIALES	<p>Partenaires institutionnels et/ou gouvernementaux (réintégration) Ministère de l'Emploi de la Formation Professionnelle et des Technologies de l'Information et de la Communication (MEFPTIC) Ministère des Affaires Sociales, de l'Enfance et de la Famille (MASEF) Ministère de l'Agriculture Ministère de l'Élevage</p> <p>Partenaires institutionnels et/ou gouvernementaux (gestion des frontières) Bureau central de recherche (BCR) de la gendarmerie Direction de la surveillance du territoire (DST) Direction en charge des frontières auprès du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation (MIDEC) Direction générale de la sécurité nationale (DGSN)</p> <p>Intégration sociale et psychosociale Association Mauritanienne pour la Promotion de la Famille (AMPF) Croix Rouge SOS Exclus</p>	<p>Secteur agricole et agroalimentaire Agence Française de Développement (AFD) Centre National de Recherche Agronomique et de Développement Agricole (CNRADA) École Nationale de Formation et de Vulgarisation Agricole (ENFVA) Groupe de Recherche pour le Développement Rural (GRDR) Ministère de l'Agriculture Office National de Recherches et Développement de l'Élevage (ONARDEL) Société Nationale pour le Développement Rural (SONADER)</p> <p>Partenaires en formation et développement des capacités « Je m'engage » - ONG Bureau International du Travail (BIT) Caritas Centre Iqra de formation technique et professionnelle. Centre Supérieur Enseignement Technique (CSET) Centres de Formation Professionnelle (CFPP) Diaspora-RIM INOV RIM - ONG La Maison Familiale Rurale - ONG</p>
	FINANCEMENT & QUALITÉ	<p>Partenaires financiers et investisseurs sociaux Agence de Promotion des Caisses d'Épargne et de Crédit (PROCAPEC) Banque Islamique de Mauritanie Banque Mauritanienne de l'Investissement Banque Populaire de Mauritanie Société Générale Mauritanie Union Nationale des Caisses Agricoles de Crédit et d'Épargne de Mauritanie (UNCACEM)</p>
RECHERCHE & INNOVATION	<p>Partenaires recherche Centre de Coopération Internationale en Recherche agronomique pour le Développement (CIRAD) Centre Mauritanien d'Analyse et de Politiques (CMAP) Institut Mauritanien de recherche scientifique (IMRS) Institut Mauritanien de Formation, d'Études et de Recherche pour le Développement (IMFERD)</p>	<p>Partenaires médias Agence Mauritanienne d'Information (AMI) Fondation des Médias pour l'Afrique de l'Ouest Maurinews Télévision de Mauritanie (TVM)</p>

Tableau 5 : Partenariats possibles (par chaîne de valeur ou secteur et communauté)

Secteur lait	Secteur Sardinelle	Filière Gomme arabique	Filière Déchets	Secteur BTP
Nouakchott Boghé Autres communautés	Nouakchott	Toutes (sauf Nouakchott)	Nouakchott Sélibaby	Toutes les communautés
<ul style="list-style-type: none"> • El Watanya • Enda Énergie • Ecodev • Fédération Nationale des Acteurs de Lait en Mauritanie (FNALM) • Ministère de l'Élevage • Organisation pour le Développement des Zones Arides et Semi-Arides (ODZASAM) • programme PROGRÈS-Lait • Projet de Développement des Filières Inclusives (PRODEFI) • Société Laitière de Mauritanie (Tivisky) • Société Laitière de Mauritanie, TOPLAIT • Société Mauritanienne des Industries Laitières • Société Mauritanienne des Produits Laitiers (SMPL) 	<ul style="list-style-type: none"> • BIT • ECODEV • Union nationale des Caisses d'épargne et de crédit Djikké – Mutuelle (UNCECD-M), • Agence Nationale d'Emploi des Jeunes (ANAPEJ), • Office national de l'inspection sanitaire des produits alimentaires (ONISPA) • Fédération nationale de la pêche artisanale (FNPA) • Institut mauritanien de recherches océanographiques et de pêches (IMROP) 	<ul style="list-style-type: none"> • AFD • Banque Mondiale et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) • Ministère Mauritanien de l'Environnement et du Développement durable • Programme Sahel et Afrique de l'Ouest (SAWAP) 	<ul style="list-style-type: none"> • Agence de Développement Urbain • Banque Mondiale • Cellule de suivi et de contrôle (ADU) • Centre de Traitement Technique/GIE zazou • Communauté urbaine de Nouakchott (CUN) • ECODEV • Gret • Hydroconseil • Pizorno • SWEEP-Net 	<ul style="list-style-type: none"> • (AVN) • Association la Voûte Nubienne • Association mauritanienne Banlieues du Monde (BDM) • Association pour le Développement d'une Architecture et d'un Urbanisme Africains (ADAUA) • Bureau International du Travail (BIT) • Groupe de Recherche et d'Échanges Technologiques (GRET) • Groupe de Recherche et de Réalisations pour le Développement Rural (GRDR) • ISKAN - SOCOGIM - Société de Construction et de Gestion immobilière de la Mauritanie • Programme Mondial d'Effi cacité Énergétique dans le Bâtiment (PEEB) • SAMIA Société Arabe des Industries Métallurgiques • SNIM Société Nationale Industrielle et Minière de Mauritanie

V. RECOMMANDATIONS POUR OIM – Mauritanie

Cette section présente les approches et activités recommandées à l'OIM Mauritanie dans les trois dimensions de la réintégration – économique, sociale et psychosociale. Afin d'assurer une réintégration durable, les mécanismes de réintégration doivent être envisagés dans les court et long termes. Ces recommandations s'inscrivent dans la perspective que le nombre de retours soit susceptible d'augmenter. Une approche individuelle est plus indiquée dans le contexte où peu de retours ont lieu.

- **Court-terme / phase de réinsertion.** Le soutien reçu immédiatement après le retour permet d'identifier les cas de vulnérabilités économiques, sociales et psychosociales – que ce soit des cas d'insécurité alimentaire, de rejet familial violent, d'une grossesse, d'une maladie, ou d'un traumatisme. Atténuer ces vulnérabilités est crucial afin de poser les bases d'une réintégration réussie.
- **Long-terme / phase de réintégration.** Le processus de réintégration dans la communauté peut mener à des chocs additionnels, que ce soit dans les cas où les migrants de retour sont rejetés par leurs familles et perçus négativement dans leurs communautés d'origine ou d'accueil, où dans les cas où le projet de réintégration n'apporte pas les revenus escomptés.

Le **suivi individuel et communautaire** est crucial pour lier ces trois étapes de la réintégration. Le suivi et évaluation du processus de réintégration est une étape complexe pour l'OIM. Il est pourtant nécessaire afin de pouvoir intervenir dans les cas de vulnérabilité marquée et de s'assurer que les causes profondes de la migration sont combattues. Le suivi consiste en deux éléments :

- Le suivi sur six mois. À l'arrivée des migrants de retour, une carte SIM doit être fournie afin de pouvoir effectuer des appels téléphoniques tous les 2 mois et pour évaluer le progrès du bénéficiaire – que ce soit sur son projet ou sur les indicateurs de suivi individuel.¹⁶
- La fin du processus de réintégration. Après 6 mois, les agents de l'OIM doivent organiser un appel pour discuter des résultats de la réintégration du migrant de retour. La durée de suivi peut être augmentée si des problèmes de protection sont identifiés. Les expériences doivent être collectées par écrit et gérées par une personne dédiée à cette tâche afin de contribuer à l'apprentissage institutionnel. Il s'agit alors simplement de saisir les résultats positifs et négatifs de la programmation et d'adapter les programmes futurs.

RECOMMANDATIONS POUR L'OIM – MAURITANIE

1. **Favoriser le développement de l'industrie agricole en privilégiant productivité et transformation en zones agricoles** à travers (i) le développement de l'industrie agricole en privilégiant productivité et transformation en zones agricoles (Niabina, Boghé, Bagodine, Djadjibina) (ii) une approche entrepreneuriale, basée sur une formation solide et (iii) une approche placement vers les projets de jeunes (entrepreneurs et emplois formels) et le secteur privé, basée sur la coordination avec les partenaires clés et le partage de l'information. Les secteurs mentionnés dans le tableau 5 (gestion et recyclage des déchets, BTP, gomme arabique, lait, sardinelle) sont en particulier à développer par l'OIM par un soutien technique ou financier, le développement de coordinations entre acteurs, de coopératives, l'inclusion des communautés locales dans le programme destiné aux migrants de retour (et ARVR en particulier).

¹⁶ Voir l'AVRR Global Monitoring Tool

2. **Généraliser une approche entrepreneuriale centrée sur des initiatives à petite échelle, basées sur les besoins de la communauté / du marché et générées par des entrepreneurs locaux (migrants assistés au retour et non migrants)**, bénéficiant d'une formation technique et d'un soutien en nature de l'OIM et d'autres partenaires. L'impact sur la communauté peut être multiple : économique, social, environnemental, mais également un impact positif sur la perception des migrants de retour par le reste de la communauté. Pour développer un vivier entrepreneurial à l'échelle communautaire (particulièrement en zones rurale ou périurbaine) pour l'OIM : un accent particulier doit être mis sur le **suivi technique et financier**. Dans les cas où le bureau de l'OIM dans le pays d'accueil ou de transit n'a pas les ressources nécessaires pour préparer les migrants en amont, il est nécessaire que **l'OIM Mauritanie organise des réunions d'information et des séances individuelles** pour que les migrants assistés puissent préparer leur réintégration. À noter, ces sessions peuvent également servir à identifier les migrants de retour avec des vulnérabilités particulières et qui nécessitent une orientation vers des partenaires (par exemple, psychosociaux). Ces formations doivent inclure un apprentissage sur les **standards** dans les secteurs porteurs afin d'aider les migrants de retour à contribuer au développement social, économique et environnemental des pays d'origine à travers la pré-formation. Cela fournirait une valeur ajoutée aux bénéficiaires et faciliterait leur réintégration au marché du travail en privilégiant la qualité, l'éthique, et le long terme. Ces standards incluent :

- **Agribusiness** : Présenter l'éventail des métiers pour encourager les jeunes à s'investir dans l'agribusiness et présenter les standards de l'industrie de type « label de qualité » (Max Havelaar) ou agriculture biologique afin d'aider les migrants de retour à être des agents du changement dans leurs pays d'origine.
- **BTP** : Présenter les standards de construction durable et écologique.
- **Gestion des déchets et recyclage** : Sensibiliser au potentiel économique comme aux dividendes sociaux et environnementaux, ce qu'un programme comme le "Sustainable Recycling Industries" (SRI) ou le MIT (D-Lab) ont mis en place avec succès dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne (Ghana, Nigeria ou Ouganda).

Les formations longues sont indiquées pour les migrants de retour qui font preuve d'une grande motivation et qui ont au moins le bac. L'OIM peut aider les migrants assistés lors de la phase de candidature, ou se mettre en l'OIM contact avec les centres de formation afin de créer un partenariat.

3. **En zones urbaines, s'appuyer sur les placements en entreprises et les initiatives gouvernementales et adopter une approche « placement »** dans le cadre d'un système d'orientation. L'OIM peut orienter les migrants de retour vers **des projets existants dédiés à la jeunesse**. Cela nécessite les étapes suivantes :

- Connaître les opportunités dans les centres urbains (fichier à maintenir à jour, par un chargé de projet à l'OIM) et les présenter systématiquement aux migrants de retour.
- Identifier les profils qui intéressent les porteurs de projets et négocier des quotas.
- Inviter les porteurs de projets à la commission intergouvernementale sur le retour – commission qui devrait être ouverte aux ONG et organisations internationales en plus des entités gouvernementales (approuvé lors de l'atelier de validation).

Partenariat avec les organisations locales pour former à l'entrepreneuriat : Le Centre Mauritanien d'Analyse des Politiques (CMAP) a initié en 2015 un programme avec le gouvernement mauritanien pour explorer les possibilités d'emploi dans le secteur agro-industriel. L'étude de l'agro-industrie produite par le CMAP a montré de réelles possibilités pour les jeunes mauritaniens d'établir des agro-entreprises innovantes dans le pays. En collaboration avec l'Institut Supérieur d'Enseignement Technique (ISET), l'Institut Universitaire Professionnel (IUP) a par ailleurs signé un accord avec le projet en vue de mettre en place le programme du Diplôme de Maîtrise en emploi des jeunes et entrepreneuriat. Ces deux initiatives – coordonnées – montrent une prise de conscience à l'échelle nationale des enjeux de l'entrepreneuriat pour les jeunes, quel que soit leur niveau de qualification. Cette mise en œuvre requerra des formations et des suivis individualisés – en fonction des parcours – et l'OIM peut bénéficier de partenariats avec le CMAP, ISET ou IUP pour y parvenir.

4. **Sur le long-terme - établir des points d'accueil dans la communauté (à travers une plateforme de recensement des migrants de retour et de leurs besoins, avec un case-manager OIM spécifique attaché à la réintégration de chaque migrant)** pour informer les migrants de retour de leurs droits, donner des conseils sur les possibilités d'emploi et les orienter vers les services publics pertinents. Il faut de même assurer la liaison avec les institutions publiques compétentes et renforcer leurs capacités à fournir des services efficaces tels que des formations en entrepreneuriat, du coaching, des services de placement, etc. Il est par ailleurs important de faciliter les processus d'intégration à l'arrivée pour réduire les temps d'attente et développer un système unifié d'information et de suivi pour les migrants de retour. Les partenaires potentiels pour cette activité sont détaillés par communauté dans le tableau des recommandations communautaires (p.17).
5. **Renforcer les capacités de réintégration sociale et psychosociale :** Afin de renforcer la prise en charge et l'assistance psychosociale des migrants de retour, OIM-Mauritanie pourra s'attacher à évaluer les besoins des migrants de retour identifiés dans chaque communauté cible; former les acteurs locaux (associations, ONG, formations confessionnelles, services municipaux) dans la prise en charge des traumatismes (agressions sexuelles et viols, maltraitements et violences physiques, psychologiques); et désigner et former des structures de médiation avec les familles.
6. **Contribuer à l'amélioration des systèmes de coordination entre acteurs efficaces :** La cartographie (Figure 1) a mis en lumière le besoin de mieux comprendre et de communiquer sur les rôles spécifiques que les parties prenantes peuvent jouer dans le cadre du programme du Fonds fiduciaire de l'UE en Mauritanie :
 - Conception d'un plan de partenariat stratégique avec les acteurs concernés ;
 - Identification des parties impliquées dans la mise en œuvre aussi bien que des nouveaux partenaires opérationnels et des entités de recherche et d'information ;
 - Évaluation des forces et des faiblesses comparatives des acteurs les plus opérationnels sur le plan de la réintégration des migrants de retour.
7. **Contribuer au renforcement des capacités techniques et institutionnelles des parties prenantes mauritaniennes à l'échelle locale comme à l'échelle nationale :** Une approche cohésive qui vise à développer les capacités individuelles et communautaires à deux niveaux (institutionnel et professionnel / technique). Ces deux types de soutien – par le biais de formations techniques et professionnelles – doivent être mis en place dans l'ensemble des communautés de l'étude. Chaque communauté étudiée reste structurellement handicapée par la faiblesse de l'encadrement institutionnel sur les questions de migration, de protection ou de droit plus généralement. À l'échelle nationale ou provinciale,

il est tout aussi important d'offrir un appui technique aux acteurs gouvernementaux et aux partenaires de la société civile sur des questions essentielles de protection, et de droit des migrants (en incluant les migrants de retour).

8. Soutenir les coopératives : Les coopératives sont les plus indiquées chez les jeunes en Mauritanie (34 % des répondants). À Djadjibina, la coopérative est considérée comme la source d'aide principale : « *Dans le village, il y a 2 coopératives actives qui travaillent dans le domaine de jardinage. L'ECODEV est une ONG qui a une fois fait pour la coopérative Djida un forage avec son panneau solaire. C'est la seule ONG qui a soutenu les communautés. Nous n'avons jamais collaboré avec les ONG ni le gouvernement et pourtant nous avons déposé partout pour avoir de l'aide* ». (Discussion de Groupe, Djadjibina). À Sélibaby, le GRDR travaille avec le Collectif des Unions de Coopératives au Guidimakha et l'Union des Coopératives Féminines. Bien que les migrants assistés au retour soient principalement des hommes, les coopératives sont un modèle à dupliquer dans la mise en place de projets collectifs. Le soutien peut se faire à travers :

- Recensement des coopératives sur pied dans chaque communauté cible, intégrant la participation des migrants de retour mais aussi des femmes ;
- Participation à la planification stratégique des coopératives : équipements, mise en relation avec des exportateurs, plans de financement, élaboration de mécanismes de suivi-évaluation des objectifs de la coopérative, etc.
- Renforcement des capacités : proposer aux gestionnaires des coopératives des offres de formation en management, agronomie, agriculture durable, études de marché, offres de subventions ;
- Valoriser et soutenir des mécanismes de sécurisation socioéconomique du travail saisonnier ou intérimaire ;
- Valoriser des exemples de réussite en agribusiness pour inciter les jeunes à se tourner vers ce secteur

La stratégie de C4D de l'OIM doit prendre en compte certaines spécificités dans la dynamique migratoire locale et les agents d'influence identifiés :

- **Les jeunes répondants manquent de confiance à l'égard des institutions, mais ont une confiance importante à l'égard des leaders locaux (66 %).** Les répondants ont tendance à faire confiance aux enseignants (52 %), et à faire davantage confiance aux ONG (44 %) qu'à l'ONU (38 %)
- **La famille est un agent d'influence majeur dans les prises de décision.** Si 22 % du total des migrants de retour déclarent avoir pris la décision de partir seuls, la majorité d'entre eux disent que la famille a joué un rôle dans leur départ. Les amis jouent également un rôle (confirmé durant les discussions de groupe) mais les autres membres de la communauté semblent peu consultés à ce sujet. Il est donc nécessaire pour l'OIM de mettre en place des projets C4D en collaboration avec les membres du microsystème (familles) et du mésosystème (leaders communautaires et religieux) dans une moindre mesure afin de favoriser la confiance des populations locales à l'égard de l'ONU et des ONG locales.
- **Les canaux de diffusion et de partage des savoirs sont principalement les réseaux sociaux (Facebook et Whatsapp).**
- En général, les discussions sur les retours doivent être liées aux discussions sur les liens entre migration et développement, afin d'éviter la dissémination d'un langage anti-migratoire. Il est donc nécessaire de développer des messages simples, à disséminer avec les autorités locales de Sélibaby et Nouakchott dans un premier temps – en profitant de la présence des bureaux OIM dans ces deux villes.

La parole au maire de Djadjibina

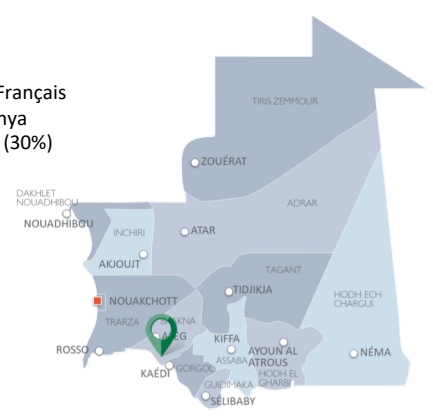
- Quels sont les déterminants de la migration depuis Djadjibina? La population migre parce qu'il y a un manque d'emplois dans la commune, il y a deux enfants qui ont leur maîtrise et ils n'ont pas trouvé d'emploi, ils ont quitté le village pour aller en France pour trouver des opportunités d'emploi. Ces 5 dernières années, la migration a augmenté. Dans le passé, c'était 2 ou 3 personnes par an maintenant plus de 20 personnes migrent à l'étranger (chaque année). (...)
- Quelles sont les mesures de réintégration déjà mises en œuvre localement? L'impact du retour (pour le migrant de retour) dans sa communauté est le risque de perdre des opportunités qu'il a laissées derrière lui dans le pays étranger. Sa famille l'aura perçu comme une personne inutile. (...) Le gouvernement n'est jamais intervenu dans la réintégration des migrants de retour, c'est pour cela les parents préfèrent que leur fils migre pour entretenir leurs familles. Ils n'ont pas de projets dans cette communauté pour les migrants de retour. (...) Il n'existe aucune partie impliquée directement ou indirectement dans l'apport d'une assistance à la réintégration du migrant à part les coopératives qui se développent un peu leur activité. (...)
- Que faire pour améliorer la situation à Djadjibina? Les gens qui migrent ont un niveau supérieur d'étude, ils ont tout le temps des projets, on doit soutenir leurs projets ou leur donner des emplois. Pour les gens qui n'ont pas (un bon niveau d'éducation), on doit les former à un métier, ils vont s'intégrer facilement.

Bagodine

Département de M'Bagne
Région de Brakna

Population: 11 263 (2013)
Type: Commune

Langues:
Pular (96%), Français (56%), Hassanya (35%), Wolof (30%)



Bagodine est une commune du sud-ouest de la Mauritanie, proche de la frontière avec le Sénégal. L'économie de Bagodine repose essentiellement sur l'agriculture (notamment riziculture) et l'élevage, ainsi que le commerce transfrontalier.

DEFIS PRINCIPAUX AU SEIN DE LA COMMUNAUTE

Une économie qui repose notamment sur les contributions de la diaspora, des migrants de retour et des migrants

De nombreuses personnes interrogées reconnaissent la contribution des migrants de retour (comme illustré par la citation), mais également des migrants, qui possèdent des compétences particulières, comme le seul menuisier métallique de la commune, qui est originaire du Sénégal.

Les migrations ici sont fréquentes, nous avons ceux qui viennent du Sénégal, ceux qui quittent la localité pour les régions urbaines de la Mauritanie ou pour les pays d'Europe ou les Etats Unis. Il y a aussi ceux qui étaient partis et qui sont de retour. En général ceux-là, reviennent de l'Occident et de l'Afrique centrale. Parmi eux, il y a ceux qui ont réussi et ceux qui sont rentrés sans aucun sou. Certains ont pu s'en sortir, ils sont aujourd'hui riches et construisent des maisons, vont et reviennent à leur guise entre ici et l'Occident. (Discussion de groupe, Bagodine)

Une cohésion sociale jugée satisfaisante par les personnes interrogées...
... néanmoins des tensions persistent, comme illustré sur la citation ci-contre.



Pour ce qui est de la discrimination personne n'est exclu, d'ailleurs ce sont les anciens esclaves qui profitent des autres. Par exemple, durant les cérémonies ce sont eux qui égorgent les bétails, gardent l'argent alors que personne aujourd'hui ne travaille pour son ancien maître. Je dirais qu'ils aiment la facilité (Maire, Bagodine)

PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE

% des sondés avec
**UN EMPLOI REMUNERE ou
UNE ACTIVITE GENERATRICE DE
REVENUE**
32% Moyenne de
l'échantillon : **33%**

DOMAINES D'ACTIVITE CLES:
1. Autres (24%)
2. Construction (21%)
3. Commerce de détails (9%)

% des sondés qui sont
**INTERESSES DE MONTER
LEUR PROPRE ENTREPRISE**
79% Moyenne de
l'échantillon : **74%**

**RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS
AVOIR MONTE UN BUSINESS:**
1. Manque de capital (95%)
2. Manque de compétences (12%)

% des sondés qui ont
**DU REDUIRE LEUR CONSOMMATION DE
NOURRITURE A CAUSE D'UN MANQUE DE
MOYENS**
52% Moyenne de
l'échantillon : **42%**

% des sondés qui ont
**QUITTE L'ECOLE AVANT
LA FIN**
40% Moyenne de
l'échantillon : **45%**

SATISFACTION POUR L'ACCES AUX SERVICES

	Bagodine	Moyenne
Logement décent	-25	45%
Sécurité	-10	71%
Education	-17	36%
Justice	-1	20%
Soins de santé	-8	30%
Eau potable	0	47%

% des sondés qui
PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT
50% Moyenne de
l'échantillon : **46%**

% des sondés qui ont
**LE BAC OU AU-
DESSUS**
49% Moyenne de
l'échantillon : **41%**

% des sondés
**QUI ONT UN GROUPE
D'AMIS**
95% Moyenne de
l'échantillon : **93%**

% des sondés qui
**ONT UN RESEAU SUR
LEQUEL S'APPUYER**
48% Moyenne de
l'échantillon : **51%**

% des sondés
EN RECHERCHE D'EMPLOI
24% Moyenne de
l'échantillon : **27%**

% des sondés qui ont
**ONT SOUFFERT D'UNE
MALADIE OU ACCIDENT
L'ANNEE DERNIERE**
68% Moyenne de
l'échantillon : **65%**

% des sondés qui
**VEULENT ACCEDER A
DES SERVICES
PSYCHOLOGIQUES**
38% Moyenne de
l'échantillon : **35%**

PROFIL MIGRATOIRE

% de sondés
**NES DANS UNE AUTRE
 COMMUNAUTE**
16% Moyenne de
 l'échantillon :
28%

% de sondés
**QUI RECOIVENT DES
 TRANSFERTS DE FONDS
 DE L'ETRANGER**
15% Moyenne de
 l'échantillon :
17%

% de sondés qui ont
**DE LA FAMILLE OU
 DES AMIS A
 L'ETRANGER**
71% Moyenne de
 l'échantillon :
68%

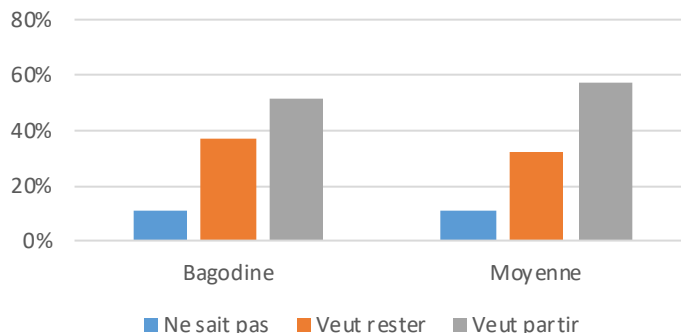
RAISONS PRINCIPALES D'ETRE PARTI DE LA COMMUNAUTE

1. Réunification avec la famille (76%)
2. Opportunités économiques (6%)
3. Opportunités pour l'éducation (6%)

RAISONS PRINCIPALES DE VOULOIR PARTIR

1. Recherche d'emploi (70%)
2. Meilleures perspectives à l'étranger (32%)
3. Education (13%)

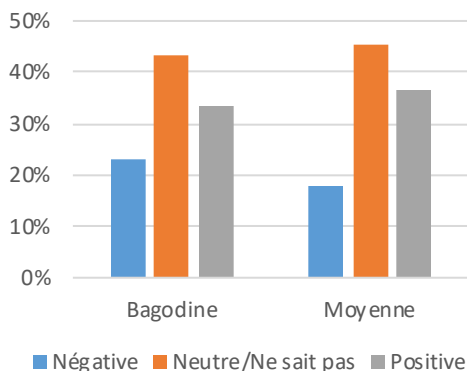
DESIR DE QUITTER LA COMMUNAUTE



REINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITES

% de
MIGRANT DE RETOUR
8% Moyenne de
 l'échantillon:
12%

Perception des migrants de retour



% des sondés qui ont
**ACCES A DES
 SERVICES
 PSYCHOLOGIQUES**
18% Moyenne de
 l'échantillon:
39%

% des sondés qui
**SE SENTENT
 DISCRIMINES**
23% Moyenne de
 l'échantillon:
28%

DIMENSION ECONOMIQUE

OPPORTUNITES

- Opportunités à court ou moyen terme dans le secteur agricole, avec un soutien technique, matériel et financier
- Présence de coopératives actives

CONTRAINTES:

- Manque de capital financier dans l'agriculture
- Fragilité des infrastructures
- Absence d'industries
- Pluviométrie irrégulière

DIMENSION SOCIALE

OPPORTUNITES

- Perception majoritairement positive des migrants de retour
- Vie sociale active au sein de la communauté, grâce à la présence de nombreuses associations (coopératives, groupes de jeunesse et groupe de sport)
- Associations de jeunes non politisées

CONTRAINTES

- Tensions entre certaines associations et les autorités

DIMENSION PSYCHOLOGIQUE

OPPORTUNITES:

- N/A

CONTRAINTES:

- Absence d'acteurs spécialisés dans le soutien psychologique

CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

Acteurs	Faiblesses/Forces	Eco	Soc.	C4D	
				Psycho	
Mairie de Bagodine	Maire conscient des problématiques du retour, qui cherche à mettre en place un projet agricole pour soutenir les jeunes qui aspirent à émigrer à cause du chômage.	X	X		X
Coopératives de femmes (Dental rewbé Bagodine, Dekhla El Jedide)	Acteurs clés de l'agriculture à Bagodine,		X		X
Associations communautaires (Association des Femmes de Bagodine, Ndougou Ala Gonio, Association Culturelle et Sportive de Bagodine)	ONGs locales qui interviennent dans plusieurs domaines: assainissement, culture et agriculture. Bonne connaissance des réalités locales au niveau des districts mais manque de moyens financiers.	X	X		X
Groupes diasporiques (Association des Ressortissants de Bagodine en Europe, Bagodine Yakaré)	Finance des infrastructures pour la commune, mais n'agit pas auprès de migrants de retour.	X			
Lycée de Bagodine	Peut être impliquer dans les discussions C4D avec la jeunesse locale		X		X

RECOMMANDATIONS

Renforcer les coopératives et groupements locaux de femmes

Afin de renforcer les initiatives déjà existantes, une intervention est possible à trois niveaux :

- Un état des lieux pour identifier les forces et les faiblesses des groupements déjà existants
- Identifier les opportunités locales, le client potentiel et évaluer la qualité et l'intérêt des produits agricoles (renforcement des capacités des membres du groupement dans l'analyse de marché)
- Renforcement dans les techniques de production et de transformation agricole

Partenaires potentiels: Dental Rewbé Bagodine

Favoriser l'entrepreneuriat social pour améliorer les infrastructures

Une politique visant à soutenir les migrants de retour sans impliquer pourrait créer des tensions pour le moment non-existantes. Dans ce cadre, il faut identifier les besoins prioritaires en termes d'infrastructures et renforcer les initiatives entrepreneuriales permettant d'y répondre en effectuant des interventions à trois niveaux :

- Mener une étude sur l'entrepreneuriat rural dans les domaines identifiés (éducation, eau, santé, électricité)
- Lancer un appel à projet auprès des membres de la communauté, et sélectionner des candidats pour un programme de soutien (formations, accès au crédit)
- Octroyer une subvention aux candidats sélectionnés, et signature d'un contrat garantissant l'engagement du candidat, de l'OIM et l'inclusion des migrants de retour (mise en place de quotas)

Sensibiliser les associations communautaires aux thématiques de la migration et développement

Afin de renforcer la réintégration des migrants de retour, et proposer des alternatives à la migration régionale pour renforcer le potentiel économique de Bagodine, l'OIM peut encourager: l'amélioration de la formation et information : notamment sur les tendances migratoires, la migration irrégulière, des noms de programmes et d'acteurs pouvant soutenir les jeunes; afin qu'ils puissent ensuite diffuser les informations auprès de la population

REPENDRE AUX DEFIS DE LA COMMUNAUTÉ

CREER DE L'EMPLOI

FAVORISER UNE REINTEGRATION DURABLE

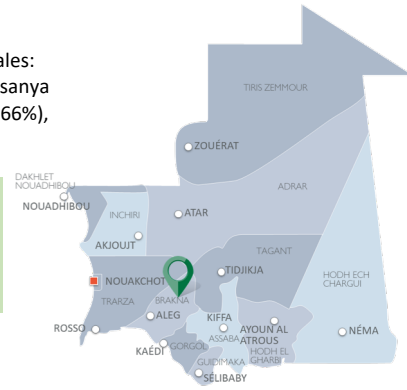
Boghé

Département de Boghé
Région de Brakna

Population
72 242 (2013)

Type:
Commune

Langues principales:
Pular (78%), Hassanya
(69%), Français (66%),
Wolof (31%)



Boghé est une capitale départementale, et profite donc d'avantages en termes d'infrastructures, notamment au niveau de la formation (Disponibilité d'un centre de formation des producteurs ruraux) et de santé (ouverture d'un centre de santé départemental en Avril 2018).

DEFIS PRINCIPAUX AU SEIN DE LA COMMUNAUTE

Manque de soutien pour les entrepreneurs

Les membres de la communauté manquent de formation techniques et d'accès au crédit pour développer leurs propres projets dans les secteurs dynamiques de l'agriculture, ou du commerce.

Bonne pratique C4D

La Caravane Médicale organisée par l'ONG ADRI (Action pour le Développement Rural Intégré) a marqué la vie de la communauté et a été jugée comme un succès par les membres de la communauté interrogée – un modèle qui peut être reproduit dans le cadre du C4D.

Amélioration des infrastructures locales

L'un des défis majeurs de la communauté est l'état des infrastructures et le manque d'accès aux services. L'accès à l'eau et l'électricité n'est pas uniformément garanti par l'Etat et davantage assuré par des acteurs privés ou des ONGs.

La sécheresse a mené à une diversification des secteurs de l'économie et à l'essor du secteur informel



Le secteur économique de Boghé repose sur trois facteurs qui sont, l'agriculture, le commerce individuel et surtout nous avons le secteur informel qui regroupe un bon nombre de notre population. On ne vivait que de l'agriculture dans le passé mais par manque de pluies et des sécheresses de suite depuis 2012. Ceci a été un facteur qui a révolutionné notre économie, depuis lors notre économie dépend beaucoup du commerce et du secteur informel. (Discussion de groupe, Boghé)

PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE

% des sondés avec
UN EMPLOI REMUNERE ou
UNE ACTIVITE GENERATRICE DE
REVENUE

38% Moyenne de
l'échantillon :
33%

ACTIVITES PRINCIPALES DES SONDES:

1. Import-export (21%)
2. Commerce de détails (13%)
3. Education (8%)

SATISFACTION POUR L'ACCES AUX SERVICES

	Boghé	Moyenne
Logement décent	-6	45%
Sécurité	10	71%
Education	-11	36%
Justice	4	20%
Soins de santé	-4	30%
Eau potable	-44	47%

% des sondés
EN RECHERCHE D'EMPLOI

33% Moyenne de
l'échantillon :
27%

% de sondés qui sont
INTERESSES DE MONTER
LEUR PROPRE ENTREPRISE

95% Moyenne de
l'échantillon :
74%

RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR MONTE UN BUSINESS:

1. Manque de capital (92%)
2. Manque de qualifications professionnelles (6%)

% de sondés qui
PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT

53% Moyenne de
l'échantillon :
46%

% de sondés qui ont
atteint
LYCEE OU AU-DESSUS

49% Moyenne de
l'échantillon :
41%

% de sondés qui ont
ONT SOUFFERT D'UNE
MALADIE OU ACCIDENT
L'ANNEE DERNIERE

75% Moyenne de
l'échantillon :
65%

% de sondés qui ont
DU REDUIRE LEUR CONSOMMATION DE
NOURRITURE A CAUSE D'UN MANQUE DE
MOYENS

53% Moyenne de
l'échantillon :
42%

% de sondés qui ont
QUITTE L'ECOLE AVANT
LA FIN

51% Moyenne de
l'échantillon :
45%

% de sondés
QUI ONT UN GROUPE
D'AMIS

98% Moyenne de
l'échantillon :
93%

% de sondés qui
ONT UN RESEAU SUR
LEQUEL S'APPUYER

37% Moyenne de
l'échantillon :
51%

% de sondés qui
VEULENT ACCEDER A
DES SERVICES
PSYCHOLOGIQUES

17% Moyenne de
l'échantillon :
35%

PROFIL MIGRATOIRE

% de sondés
DANS UNE AUTRE
COMMUNAUTE

25% Moyenne de
l'échantillon :
28%

% de sondés
QUI RECOIVENT DES
TRANSFERTS DE FONDS
DE L'ETRANGER

9% Moyenne de
l'échantillon :
17%

% de sondés qui ont
DE LA FAMILLE OU
DES AMIS A
L'ETRANGER

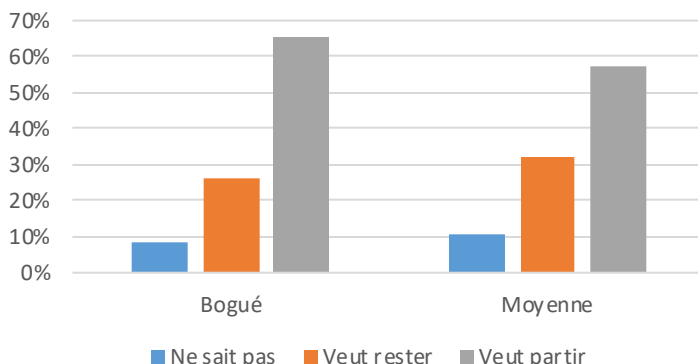
60% Moyenne de
l'échantillon :
68%

RAISONS PRINCIPALES D'ETRE PARTI

1. Réunification avec la famille (50%)
 2. Opportunités  conomiques (23%)
 3. Opportunités pour l' ducation (11%)
- DESIR DE QUITTER LA COMMUNAUTE**

RAISONS PRINCIPALES DE VOULOIR PARTIR

1. Recherche d'emploi (82%)
2. Education (35%)
3. Meilleures perspectives à l'étranger (25%)

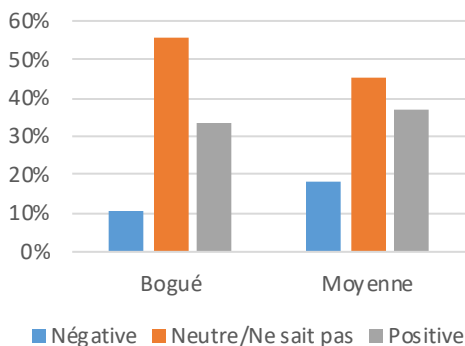


REINTEGRATION DURABLE: CONSTRAINTES ET OPPORTUNITES

% de
MIGRANTS DE
RETOUR

9% Moyenne de
l'échantillon:
12%

Perception des migrants de retour dans la
communauté



% de sondés qui ont
ACCES A DES
SERVICES
PSYCHOSOCIAUX

17% Moyenne de
l'échantillon:
39%

% de sondés qui
SE SENTENT
DISCRIMINES

33% Moyenne de
l'échantillon:
28%

DIMENSION ECONOMIQUE

OPPORTUNITES

- Opportunités à court ou moyen terme dans le secteur agricole, avec un soutien technique, matériel et financier
- Présence d'un lycée de formation technique et professionnel

CONSTRAINTES:

- Manque de soutien technique et financier dans l'agriculture et l'élevage
- Fragilité des infrastructures et accès à l'eau difficile
- Absence d'industrie.

DIMENSION SOCIALE

OPPORTUNITES

- Vie sociale active au sein de la communauté, grâce à la présence de nombreuses associations (coopératives, groupes de jeune, groupes culturels)
- Perception majoritairement positive ou neutre des migrants de retour

CONSTRAINTES

- Fragilité des institutions locales et isolement

DIMENSION PSYCHOLOGIQUE

OPPORTUNITES:

- N/A

CONSTRAINTES:

- Absence d'acteurs spécialisés dans le soutien psychologique

CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

Acteurs	Faiblesses/Forces	Eco	Soc	Psycho.	C4D
Mairie	N'a pas identifié le retour comme problématique prioritaire.		X		
Coopératives de femmes (Peuli Tal Toulde, Bondji)	Acteurs clés de l'agriculture à Boghé	X			
Associations communautaires (Regroupement des jeunes de Boghé,)	ONGs locales qui interviennent dans plusieurs domaines: paludisme, assainissement, culture et agriculture. Bonne connaissance des réalités locales au niveau des districts mais manque de moyens financiers. Peut participer à l'accueil et l'orientation		X	X	X
Groupes diasporiques (Diaspora Ass.Com. Boghé)	Groupes diasporiques actifs sur l'assainissement, en collaboration avec les pouvoirs publics.		X		

Recommandations

Soutien aux micro-entreprises

Les habitants de Boghé comblent le manque d'infrastructures locales par des initiatives privées, qui nécessitent un soutien technique et financier pour être durables. Trois axes de travail :

- Identifier les micro-entrepreneurs en demande d'accompagnement Identification des besoins d'appui (formalisation des idées de projet ou de développement de l'entreprise, appui pour la recherche de financement, renforcement des capacités techniques)
- Etablir un plan d'accompagnement par le micro-entrepreneur et l'accompagnateur

Partenaires potentiels: Malgré des lacunes de capacité matérielles et technique, les structures gouvernementales (ANAPEJ) doivent être impliquées dans une perspective de renforcement des capacités long-terme.

Communication pour le Développement

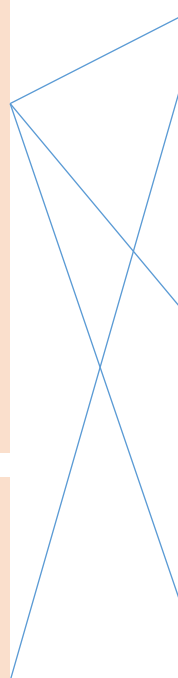
Il est nécessaire de lier les projets de réintégration des migrants assistés au retour avec la sensibilisation afin de s'assurer de la pertinence et de la cohérence des messages. Boghé se situe dans une zone frontalière, et toute discussion liée aux migrations internationales doit aussi inclure les opportunités régionales et légales.

Partenaires potentiels: Association Mouvement des jeunes solidaires (MJS) Association Mouvement des jeunes, Regroupement des Jeunes de Boghé

REPONDRE AUX DEFIS DE LA COMMUNAUTÉ

CREER DE L'EMPLOI

FAVORISER LA REINTEGRATION DURABLE

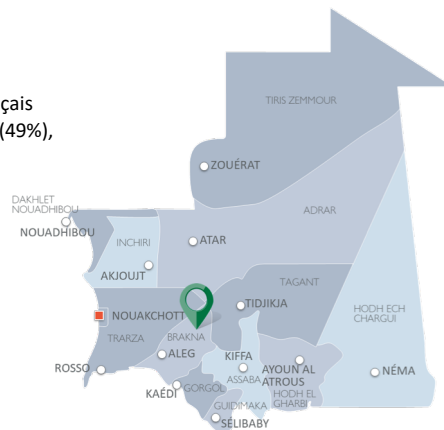


M'bagne

Département de M'Bagne
Région de Brakna

Population
43 600 (2013)
Type:
Commune

Langues:
Pular (99%), Français
(56%), Hassanya (49%),
Wolof (36%)



M'bagne est une capitale départementale dont l'économie repose sur l'agriculture, la pêche, l'élevage et le commerce.

DEFIS PRINCIPAUX AU SEIN DE LA COMMUNAUTE

De grandes déceptions avec la lenteur de l'ouverture d'un centre de formation

De nombreux participants à l'enquête ont regretté que le centre des techniques agricoles financé par la Coopération Chinoise ne soit toujours pas ouvert.

Le projet chinois avait pour but de former les jeunes actifs de cette commune avant de les insérer au milieu du travail. Ce projet repose sur l'agriculture et l'élevage des poules. Mais malheureusement depuis trois ans, aucun résident de cette communauté n'a bénéficié d'une formation ou eu un travail dans ce fameux projet. Nous avons misé tous nos espoirs sur ce projet chinois » (Comité des Sages, M'bagne)

« Le trafic était très actif juste avant les événements de 1989 avec nos voisins du Sénégal mais depuis lors, ce trafic reste faible, ce qui a eu des conséquences sur le développement de l'économie de M'bagne. » (Maire, M'bagne)



Une économie qui a connue des transformations importantes:

- Une diminution des opportunités de commerce transfrontalier depuis les années 80
- Une diminution des opportunités dans le domaine de la pêche depuis la construction du barrage

PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE

% des sondés avec

UN EMPLOI REMUNERE ou
UNE ACTIVITE GENERATRICE DE
REVENUE

35% Moyenne de
l'échantillon :
33%

ACTIVITES PRINCIPALES DES
SONDES:

1. Autres (24%)
2. Commerce (19%)
3. Construction (16%)
4. Vente (15%)

SATISFACTION POUR L'ACCES AUX SERVICES

	M'bagne	Moyenne
Logement décent	-18	45%
Sécurité	4	71%
Education	-16	36%
Justice	4	20%
Soins de santé	-9	30%
Eau potable	-11	47%

% des sondés

EN RECHERCHE D'EMPLOI

21% Moyenne de
l'échantillon :
27%

% de sondés qui sont

INTERESSES DE MONTER
LEUR PROPRE ENTREPRISE

67% Moyenne de
l'échantillon :
74%

RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR
MONTE UN BUSINESS:

1. Manque de capital (93%)
2. Manque de compétences (10%)

% de sondés qui

PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT

42% Moyenne de
l'échantillon :
46%

% de sondés qui ont atteint
LE LYCÉE OU AU-
DESSUS

40% Moyenne de
l'échantillon :
41%

% de sondés qui ont

ONT SOUFFERT D'UNE
MALADIE OU ACCIDENT
L'ANNEE DERNIERE

63% Moyenne de
l'échantillon
65%

% de sondés qui ont

DU REDUIRE LEUR CONSOMMATION DE
NOURRITURE A CAUSE D'UN MANQUE DE
MOYENS

38% Moyenne de
l'échantillon :
42%

% de sondés qui ont
QUITTE L'ECOLE AVANT
LA FIN

39% Moyenne de
l'échantillon :
45%

% de sondés

QUI ONT UN GROUPE
D'AMIS

96% Moyenne de
l'échantillon :
93%

% de sondés qui
ONT UN RESEAU SUR
LEQUEL S'APPUYER

46% Moyenne de
l'échantillon :
51%

% de sondés qui

VEULENT ACCEDER A
DES SERVICES
PSYCHOLOGIQUES

38% Moyenne de
l'échantillon :
35%

PROFIL MIGRATOIRE

% de sondés

NES DANS UNE AUTRE COMMUNAUTE

22% Moyenne de l'échantillon : **28%**

% de sondés

QUI RECOIVENT DES TRANSFERTS DE FONDS DE L'ETRANGER

9% Moyenne de l'échantillon : **17%**

% de sondés qui ont **DE LA FAMILLE OU DES AMIS A L'ETRANGER**

73% Moyenne de l'échantillon : **68%**

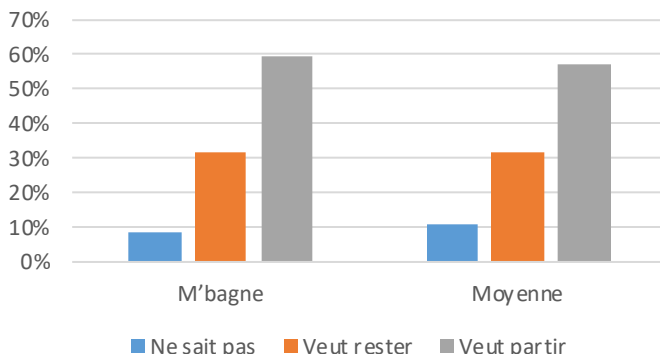
RAISONS PRINCIPALES D'ETRE PARTI

1. Réunification avec la famille (63%)
2. Opportunités pour l'éducation (29%)
3. Opportunités économiques (4%)

RAISONS PRINCIPALES DE VOULOIR PARTIR

1. Recherche d'emploi (59%)
2. Raisons familiales (19%)
3. Meilleures perspectives à l'étranger (17%)

DESIR DE QUITTER LA COMMUNAUTE



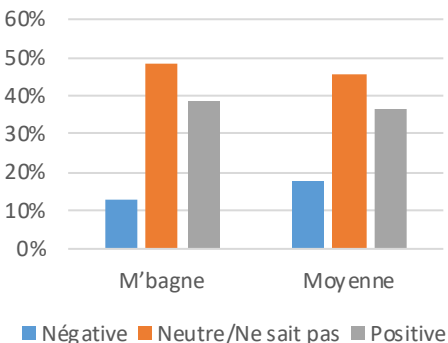
REINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITES

% de

MIGRANTS DE RETOUR

11% Moyenne de l'échantillon: **12%**

Perception des migrants de retour dans la communauté



% de sondés qui ont

ACCES A DES SERVICES PSYCHOSOCIAUX

25% Moyenne de l'échantillon: **39%**

% de sondés qui **SE SENTENT DISCRIMINES**

21% Moyenne de l'échantillon: **28%**

DIMENSION ECONOMIQUE

OPPORTUNITES

- Opportunités à court ou moyen terme dans le secteur agricole, avec un soutien technique, matériel et financier
- Opportunités à court ou moyen terme dans le secteur de l'élevage et du commerce

CONTRAINTES:

- Manque de soutien technique et financier dans l'agriculture et l'élevage
- Fragilité des infrastructures et accès à l'eau difficile
- Enclavement

DIMENSION SOCIALE

OPPORTUNITES

- Vie sociale active au sein de la communauté, grâce à la présence de nombreuses associations (coopératives, groupes de jeune et groupe de sport)
- Perception plutôt positive des migrants de retour

CONTRAINTES

- Faiblesse des institutions
- Grande fragilité au niveau de la sécurité alimentaire
- Difficultés du recensement et de l'obtention des papiers pour les rapatriés de 1989.

DIMENSION PSYCHOLOGIQUE

OPPORTUNITES:

- Présence de groupe de jeunes actifs et soudés

CONTRAINTES:

- Absence d'acteurs spécialisés dans le soutien psychologique

CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

Acteurs	Faiblesses/Forces	Eco	Soc.	Psych.	C4D
Mairie	N'a pas identifié le retour comme problématique prioritaire.	X	X		
Nann-K Mauritanie	ONG active dans les domaines de l'agriculture, pêche et élevage	X			
Coopératives de femmes (coopérative Golé Ko La)	Acteurs clés de l'agriculture à M'bagne	X			
Associations communautaires (association des pêcheurs, association sportive et culturelle, comité des sages)	ONGs locales qui interviennent dans plusieurs domaines: paludisme, assainissement, culture et agriculture. Bonne connaissance des réalités locales au niveau des districts mais manque de moyens financiers. Peut participer à l'accueil et l'orientation		X		X
CARITAS	Actif dans le domaine de la sécurité alimentaire au niveau régional	X	X		

Recommandations

Favoriser l'entrepreneuriat social pour améliorer les infrastructures

Identifier les besoins prioritaires en termes d'infrastructures et renforcer les initiatives entrepreneuriales permettant d'y répondre en effectuant des interventions à trois niveaux

- Mener une étude sur l'entrepreneuriat rural dans les domaines identifiés (éducation, eau, santé, électricité)
- Lancer un appel à projet auprès des membres de la communauté, et sélectionner des candidats pour un programme de soutien (formations, accès au crédit)
- Octroyer une subvention aux candidats sélectionnés, et signature d'un contrat garantissant l'engagement du candidat, de l'OIM et l'inclusion des migrants de retour

Partenaires potentiels: Nann K, coopératives

Renforcer le soutien technique et financier pour les projets des jeunes

Une intervention est possible à trois niveaux

- À l'aide de facilitateurs de proximité, identifier et formuler avec les jeunes des projets agricoles ou dans l'élevage
- Relance du centre de formation agricole (GRDR, GRET, Ministère de l'Emploi de la Formation Professionnelle et des Technologies de l'Information et de la Communication (MEFPTIC))
- Accompagnement du jeune par un soutien technique et favoriser l'accès à la formation

Sensibiliser les associations aux thématiques de la migration et la réintégration

Afin de renforcer la réintégration des migrants de retour, et proposer des alternatives à la migration régionale pour renforcer le potentiel économique de M'bagne, des interventions sont possibles à deux niveaux

- Formaliser leurs réseaux : trouver un local pour leurs rencontres et renforcer leur légitimité auprès des autorités locales
- Formation et information : sur les tendances migratoires, les dangers de la migration illégale, des noms de programmes et d'acteurs pouvant soutenir les jeunes; afin qu'ils puissent ensuite diffuser les informations auprès des membres de l'association

Cette action n'est pas prioritaire et doit suivre la mise en place de projets concrets afin d'établir la confiance dans la communauté.

REPENDRE AUX DEFIS DE LA COMMUNAUITE

CREER DE L'EMPLOI

FAVORISER LA REINTEGRATION DURABLE

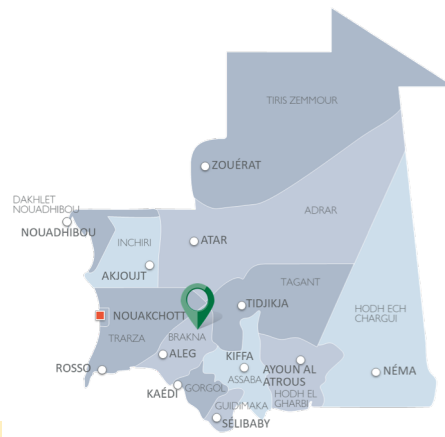
Niabina

Département de M'Bagne
Région de Brakna

Population Type:
12 989 (2013) Commune

Langues
Pular (95%),
Français (53%),
Hassanya (37%),
Wolof (11%)

Niabina est une commune de la région du Brakna, proche de la frontière avec le Sénégal. L'éthnie peulh est majoritaire à Niabina.



DEFIS PRINCIPAUX AU SEIN DE LA COMMUNAUTE

« En ce qui concerne la sécurité alimentaire, on se nourrit de nos propres moyens, rares ou on nous distribue des vivres ou des aides... Il y a un centre de santé fonctionnel mais juste pour des besoins primordiaux, pour les autres soins comme l'écographie et la gynécologie il faut se rendre à Kaédi ou Mbagne. L'électricité, l'installation est là mais on utilise toujours l'énergie solaire » (Directeur du lycée de Niabina)

Des tensions entre jeunes et représentants de l'ordre

Les participants aux discussions de groupe déplorent le manque de sécurité à Niabina, notamment en période électorale



Amélioration des infrastructures locales

L'un des défis majeurs de la communauté est l'état des infrastructures et le manque d'accès aux services. L'accès à l'eau et l'électricité n'est pas uniformément garanti par l'Etat et davantage assuré par des acteurs privés ou des ONGs.

« Il y a aussi un autre cas marquant, celui de l'imam du village qui a été renversé par un véhicule et il a perdu la vie. Cette situation a mis les jeunes en colère et ils sont descendus sur le goudron pour manifester leur mécontentement. C'est là que la gendarmerie les a tabassés et torturés, elle s'en est même prise aux autres jeunes qui n'étaient pas concernés et certains vieux du village n'ont pas été épargnés. Il a fallu que les autorités se lèvent pour mettre fin à cette situation » (Discussion de groupe avec des jeunes de Niabina)

PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE

% des sondés avec
UN EMPLOI REMUNERE ou
UNE ACTIVITE GENERATRICE DE
REVENUE

32% Moyenne de
l'échantillon :
33%

ACTIVITES PRINCIPALES DES
SONDES:

1. Petit commerce de détail (24%)
2. Vente (15%)
3. Construction (6%)

% des sondés qui sont
INTERESSES DE MONTER
LEUR PROPRE ENTREPRISE

77% Moyenne de
l'échantillon :
74%

RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR MONTE
UN BUSINESS:

1. Manque de capital (96%)
2. Manque de compétences professionnelles (10%)

% des sondés qui ont
DU REDUIRE LEUR CONSOMMATION DE
NOURRITURE A CAUSE D'UN MANQUE DE
MOYENS

50% Moyenne de
l'échantillon :
42%

% des sondés qui ont
QUITTE L'ECOLE AVANT
LA FIN

49% Moyenne de
l'échantillon :
45%

SATISFACTION POUR L'ACCES AUX SERVICES

	Niabina	Moyenne
Logement décent	0	45%
Sécurité	23	71%
Education	-12	36%
Justice	5	20%
Soins de santé	-9	30%
Eau potable	18	47%

% des sondés qui
PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT

43% Moyenne de
l'échantillon :
46%

% des sondés qui ont
atteint
LYCEE OU AU-DESSUS

39% Moyenne de
l'échantillon :
41%

% des sondés
QUI ONT UN GROUPE
D'AMIS

96% Moyenne de
l'échantillon :
93%

% des sondés qui
ONT UN RESEAU SUR
LEQUEL S'APPUYER

35% Moyenne de
l'échantillon :
51%

% des sondés
EN RECHERCHE D'EMPLOI

21% Moyenne de
l'échantillon :
27%

% des sondés qui ont
ONT SOUFFERT D'UNE
MALADIE OU ACCIDENT
L'ANNEE DERNIERE

55% Moyenne de
l'échantillon
65%

% des sondés qui
VEULENT ACCEDER A
DES SERVICES
PSYCHOLOGIQUES

17% Moyenne de
l'échantillon :
35%

PROFIL MIGRATOIRE

% de sondés
NES DANS UNE AUTRE
COMMUNAUTE

18% Moyenne de
l'échantillon :
28%

% de sondés
QUI RECOIVENT DES
TRANSFERTS DE FONDS
DE L'ETRANGER

8% Moyenne de
l'échantillon :
17%

% de sondés qui ont
DE LA FAMILLE OU
DES AMIS A
L'ETRANGER

51% Moyenne de
l'échantillon :
68%

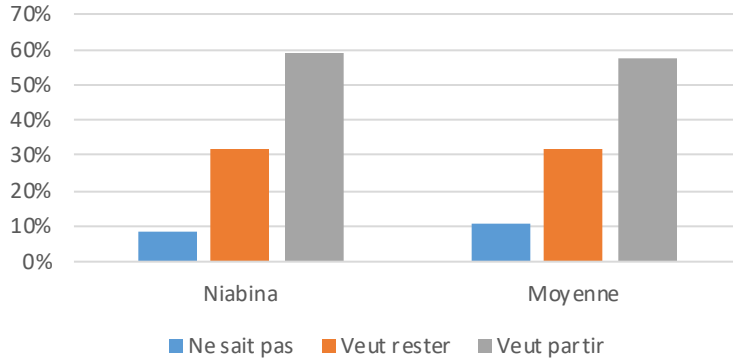
RAISONS PRINCIPALES D'ETRE PARTI

1. Réunification avec la famille (84%)
2. Opportunités économiques (16%)
3. Opportunités pour l'éducation (11%)

RAISONS PRINCIPALES DE VOULOIR PARTIR

1. Recherche d'emploi (74%)
2. Education (41%)
3. Meilleures perspectives à l'étranger (18%)

DESIR DE QUITTER LA COMMUNAUTE

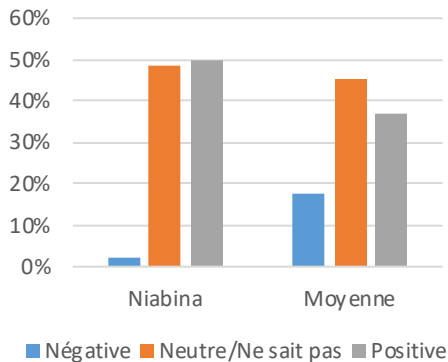


REINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITES

% de
MIGRANTS DE
RETOUR

8% Moyenne de
l'échantillon:
12%

Perception des migrants de retour dans la
communauté



% de sondés qui ont
ACCES A DES
SERVICES
PSYCHOSOCIAUX

7% Moyenne de
l'échantillon:
39%

% de sondés qui
SE SENTENT
DISCRIMINES

26% Moyenne de
l'échantillon:
28%

DIMENSION ECONOMIQUE

OPPORTUNITES

- Opportunités à court ou moyen terme dans le secteur agricole et l'élevage, avec un soutien technique, matériel et financier

CONTRAINTES:

- Enclavement
- Absence d'industrie

DIMENSION SOCIALE

OPPORTUNITES

- Perception positive des migrants de retour
- Influence et légitimité des leaders religieux
- Vie sociale active au sein de la communauté, grâce à la présence de nombreuses associations (coopératives, groupes de jeune et groupes de sport)

CONTRAINTES

- Insécurité alimentaire
- Tensions entre jeunes et forces de l'ordre

DIMENSION PSYCHOLOGIQUE

OPPORTUNITES:

- Influence et légitimité des leaders religieux

CONTRAINTES:

- Absence d'acteurs spécialisés dans le soutien psychologique

CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

Acteurs	Faiblesses/Forces	Eco	Soc	Psych.	C4D
Mairie	Acteur clé dans la mise en place des politiques locales.	X	X		
Coopératives de femmes (coopérative Séwé Owel)	Acteurs clés de l'agriculture à Niabina, mais moins actifs que dans les autres zones étudiées dans la région de Brakna	X			
Associations communautaires (association des jeunes de Niabina, association sportive et culturelle)	ONGs locales qui interviennent dans plusieurs domaines: paludisme, assainissement, culture et agriculture. Manque de moyens financiers. Peut participer à l'accueil et l'orientation		X		X
Groupes diasporiques (Association Niabina Solidarité, Association pour le Développement de Niabina (ADN))	Groupes diasporiques actifs sur les questions d'accès à l'eau, santé et culturelles, en collaboration avec les pouvoirs publics.		X		

Recommandations

Favoriser l'entrepreneuriat social pour améliorer les infrastructures

Identifier les besoins prioritaires en termes d'infrastructures et renforcer les initiatives entrepreneuriales permettant d'y répondre en effectuant des interventions à trois niveaux

- Mener une étude sur l'entrepreneuriat rural dans les domaines identifiés (éducation, eau, santé, électricité)
- Lancer un appel à projet auprès des membres de la communauté, et sélectionner des candidats pour un programme de soutien (formations, accès au crédit)
- Octroyer une subvention aux candidats sélectionnés, et signature d'un contrat garantissant l'engagement du candidat, de l'OIM et l'inclusion des migrants de retour

Partenaires potentiels: ADN, coopératives

Sensibiliser les associations aux thématiques de la migration et la réintégration

Afin de renforcer la réintégration des migrants de retour, et proposer des alternatives à la migration régionale pour renforcer le potentiel économique de Niabina, des interventions sont possibles à deux niveaux

- Formaliser leurs réseaux : trouver un local pour leurs rencontres et renforcer leur légitimité auprès des autorités locales
- Formation et information : sur les tendances migratoires, les dangers de la migration illégale, des noms de programmes et d'acteurs pouvant soutenir les jeunes; afin qu'ils puissent ensuite diffuser les informations auprès des membres de l'association

Cette action n'est pas prioritaire et doit suivre la mise en place de projets concrets afin d'établir la confiance dans la communauté.

REPONDRE AUX DEFIS DE LA COMMUNAUTÉ

CREER DE L'EMPLOI

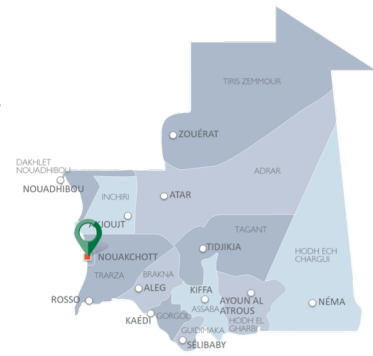
FAVORISER L'INTEGRATION DURABLE

Nouakchott

District fédéral de Nouakchott

Population Type:
Total: 958,399 Capitale
Sebkhâ: 72,245
El Mina: 132,674

Langues:
Pular (64%), Français
(62%), Hassanya
(55%), Wolof (54%),
Soninké (27%)



Ce profil se concentre sur les quartiers de Sebkhâ et d'El Mina, situés dans les quartier Ouest et Sud, où les données ont été collectées. Néanmoins, ce profil propose des pistes de réflexion et des recommandations au niveau de la ville grâce à la proximité géographique.

CARACTERISTIQUES DE LA COMMUNAUTE

Des difficultés au niveau de l'accès aux services de base

Le maire d'El Mina déplore des faiblesses au niveau de l'assainissement, des personnels hospitaliers, et de la sécurité alimentaire; et regrette le manque de réaction des autorités gouvernementales.

Selon les participants au focus groupe d'El Mina, il y a une corrélation entre chômage et violence: « Si la délinquance est constamment présente dans cette commune c'est du au chômage. Diplômés et sans diplôme sont dans le même lot, leur seule refuge est la délinquance. »



Des micro-entreprises en manque de soutien technique et financier de la part des ONGs et des autorités

Plusieurs micro-entreprises ont été identifiées pendant la recherche (taxi moto, atelier de soudure, garage). Elles souhaitent favoriser l'insertion des jeunes mais manquent de formations et de capital financier pour agrandir leurs entreprises et renforcer leurs capacités. La plupart des parties prenantes interrogées regrettaient l'absence d'aides extérieures, d'ONGs ou du gouvernement, dans la commune.

PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE

% des sondés avec
**UN EMPLOI REMUNERE ou
UNE ACTIVITE GENERATRICE DE
REVENUE**
40% Moyenne de
l'échantillon :
33%

ACTIVITES PRINCIPALES DES SONDES:

1. Petit commerce de détail (18%)
2. Autres (14%)
3. Pêche (7%)

% de sondés qui sont
**INTERESSES DE MONTER
LEUR PROPRE ENTREPRISE**
77% Moyenne de
l'échantillon :
74%

RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR MONTE UN BUSINESS:

1. Manque de capital (87%)
2. Manque de connections personnelles (16%)
3. Manque de compétences professionnelles (10%)

% de sondés qui ont
**DU REDUIRE LEUR CONSOMMATION DE
NOURRITURE A CAUSE D'UN MANQUE DE
MOYENS**
36% Moyenne de
l'échantillon :
42%

% de sondés qui ont
**QUITTE L'ECOLE AVANT
LA FIN**
48% Moyenne de
l'échantillon :
45%

SATISFACTION POUR L'ACCES AUX SERVICES

	Nouakchott	Moyenne
Logement décent	9	45%
Sécurité	-13	71%
Education	7	36%
Justice	-4	20%
Soins de santé	6	30%
Eau potable	5	47%

% de sondés qui
PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT
54% Moyenne de
l'échantillon :
46%

% de sondés qui ont
atteint
LYCEE OU AU-DESSUS
47% Moyenne de
l'échantillon :
41%

% de sondés
**QUI ONT UN GROUPE
D'AMIS**
83% Moyenne de
l'échantillon :
93%

% de sondés qui
**ONT UN RESEAU SUR
LEQUEL S'APPUYER**
52% Moyenne de
l'échantillon :
51%

% des sondés
EN RECHERCHE D'EMPLOI
28% Moyenne de
l'échantillon :
27%

% de sondés qui ont
**ONT SOUFFERT D'UNE
MALADIE OU ACCIDENT
L'ANNEE DERNIERE**
58% Moyenne de
l'échantillon
65%

% de sondés qui
**VEULENT ACCEDER A
DES SERVICES
PSYCHOLOGIQUES**
34% Moyenne de
l'échantillon :
35%

PROFIL MIGRATOIRE

% de sondés
NES DANS UNE AUTRE
COMMUNAUTE

40% Moyenne de
l'échantillon :
28%

% de sondés
QUI RECOIVENT DES
TRANSFERTS DE FONDS
DE L'ETRANGER

22% Moyenne de
l'échantillon :
17%

% de sondés qui ont
DE LA FAMILLE OU
DES AMIS A
L'ETRANGER

81% Moyenne de
l'échantillon :
68%

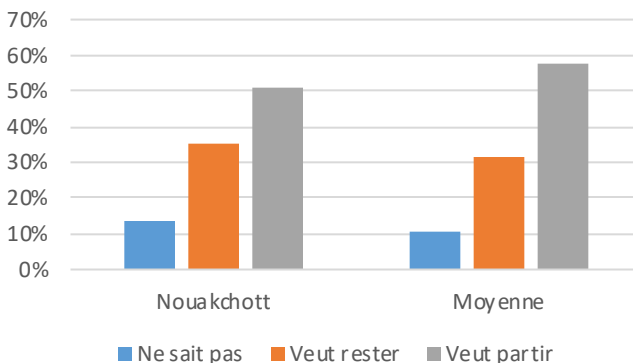
RAISONS PRINCIPALES D'ETRE PARTI

1. Réunification avec la famille (38%)
2. Opportunités économiques (37%)
3. Opportunités pour l'éducation (20%)

RAISONS PRINCIPALES DE VOULOIR PARTIR

1. Recherche d'emploi (42%)
2. Raisons familiales (17%)
3. Education (15%)

DESIR DE QUITTER LA COMMUNAUTE



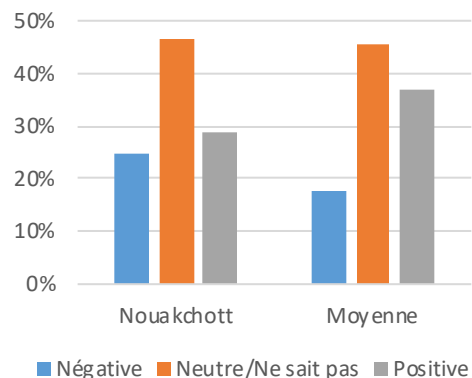
■ Ne sait pas ■ Veut rester ■ Veut partir

REINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITES

% de
MIGRANTS DE
RETOUR

18% Moyenne de
l'échantillon:
12%

Perception des migrants de retour dans la
communauté



% de sondés qui ont

ACCES A DES
SERVICES
PSYCHOSOCIAUX

56% Moyenne de
l'échantillon:
39%

% de sondés qui
SE SENTENT
DISCRIMINES

29% Moyenne de
l'échantillon:
28%

DIMENSION ECONOMIQUE

OPPORTUNITES

- Opportunités à court ou moyen terme dans le secteur commercial, avec un soutien technique, matériel et financier
- Proximité à la capitale: des marchés plus importants

CONTRAINTES:

- Manque d'aides extérieures de la part des ONGs et de l'Etat pour soutenir les initiatives entrepreneuriales

DIMENSION SOCIALE

OPPORTUNITES

- Perception relativement neutre ou positive des migrants de retour

CONTRAINTES

- Manque de personnels dans l'éducation et la santé

DIMENSION PSYCHOLOGIQUE

OPPORTUNITES:

- Présence d'associations de jeunes ou de sports

CONTRAINTES:

- Manque d'acteurs spécialisés dans le soutien psychologique

CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

Acteurs	Faiblesses/Forces	Eco	Soc	Psycho.	C4D
ANAPEJ	L'ANAPEJ met en œuvre de la politique nationale de l'emploi dans un cadre de concertation entre l'Etat, les organisations professionnelles des employeurs et travailleurs et la société civile. Malgré des lacunes de capacité matérielles et technique, les structures gouvernementales (ANAPEJ) doivent être impliquées dans une perspective de renforcement des capacités long-terme.	X	X		
SOS Exclus/ AFCF (Association des Femmes Chefs de Famille)	Ces organisations ont une longue expérience en Mauritanie mais se concentrent sur les femmes. et les droits de l'homme. Peut être impliquer sur la base de projets.	X	X	X	X
AMPF	L'AMPF a de grandes capacités psychosociales, qui peuvent être mises à disposition pour les migrants de retour dans le cadre d'activités C4D ou de soutien psychologique.			X	X
GRDR	GRDR: Groupe de recherche et de réalisation pour le développement rural dans le Tiers-Monde. Cette ONG s'engage pour promotion sociale, culturelle et économique des migrants subsahariens Au Mali, ils favorisent l'insertion des migrants de retour revenus de France, à travers les partenariats du GRDR avec différentes entreprises (Total, BCI, Care, Iriba service). Grâce à cette expérience, le GRDR peut soutenir l'OIM dans le renforcement de la coopération avec le secteur privé.	X	X		X

PRIORITES EN RENFORCEMENT DES CAPACITES: Le renforcement des capacités des acteurs locaux à Nouakchott n'est pas une priorité étant donné le nombre limité des migrants assistés au retour. Sur le long-terme, l'OIM pourrait envisager la mise en place d'ateliers sur la problématique « Migration et Développement », à partir d'un comité en charge des projets communautaires d'un projet mis en place dans le cadre du Fonds Fiduciaire.

RECOMMANDATIONS

Favoriser l'entrepreneuriat social pour améliorer les infrastructures

Identifier les besoins prioritaires en termes d'infrastructures et renforcer les initiatives entrepreneuriales permettant d'y répondre en effectuant des interventions à trois niveaux :

- Mener une étude sur l'entrepreneuriat rural dans les domaines identifiés (éducation, eau, santé, électricité)
- Lancer un appel à projet auprès des membres de la communauté, et sélectionner des candidats pour un programme de soutien (formations, accès au crédit)
- Donner une subvention aux candidats sélectionnés, et signer un contrat garantissant l'engagement du candidat, de l'OIM et l'inclusion des migrants de retour (mise en place de quotas)

Partenaires potentiels: ANAJEP

Renforcer la coopération avec les acteurs du secteur privé

De nombreux acteurs économiques dynamiques, avec l'essor du secteur des services (hôtels, restaurants, bars, couturiers, teinturiers, coiffeurs, transports) et la présence de multiples directions d'entreprises, caractérisent la commune IV

- Renforcer les partenariats avec le privé, sur le modèle du GRDR, autrement dit, accompagner les jeunes dans la recherche d'emploi et une fois l'emploi obtenu, proposer à l'entreprise de compléter le salaire et la formation du migrant de retour
- Rencontres entre les acteurs du privé, l'OIM et les migrants de retour : organiser une rencontre avec le l'Union National du Patronat de Mauritanie (UNPM) par le biais de l'ANAPEJ.
- Cette recommandation doit être appliquée sur le long-terme et n'est pas prioritaire étant donné les limitations du contexte de retour mauritanien.

Partenaires potentiels: ANAPEJ, GRDR

Renforcer l'accès aux services psychosociaux et à l'information sur la migration dans le cadre d'une approche C4D

Partenaires potentiels: AMPF

REPONDRE AUX DEFIS DE LA COMMUNAUTE

CREER DE L'EMPLOI

FAVORISER LA REINTEGRATION DURABLE

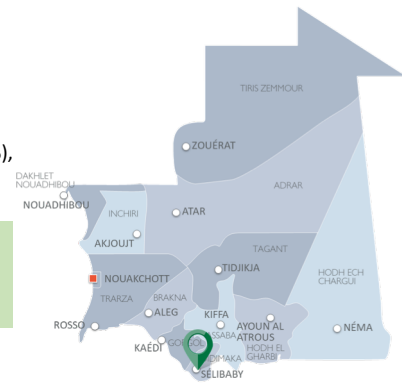
Sélibaby

Région de Mamou

Population
10 835

Type:
Commune rurale

Langues:
Soninké (65%),
Pular (63%),
Hassanya (46%),
Français (36%)



Sélibaby est la capitale régionale du Guidimakha et se situe à 620 km de Nouakchott. On y trouve le siège des ONGs travaillant dans la région. L'OIM y a notamment ouvert une antenne en 2017.

CARACTERISTIQUES DE LA COMMUNAUTE

Défis dans le secteur agricole

De nombreux groupements agricoles (en particulier de femmes) se sont créés mais manquent de soutien capital et financier pour améliorer la qualité de leur production et accroître leurs revenus.

Sélibaby est une zone proche de la frontière sénégalaise, ce qui suggère des opportunités de migration régionale.



Faiblesse de l'accès aux services

A Sélibaby, on note une dépendance à l'aide extérieure, notamment des ONGs, ainsi que des faiblesses structurelles d'accès aux services.

Mais dans la région de Sélibaby un autre problème se pose : les populations ont des difficultés à avoir un état civil, il existe certains jeunes n'ont pas pu faire leur concours de brevet à cause de la non obtention ou du retardement de leur papier d'état civil (actes de naissance carte d'identité) L'Etat ne fait rien pour ça (Discussion de groupe, Sélibaby)

PROFIL SOCIO-ECONOMIQUE

% des sondés avec
UN EMPLOI REMUNERE ou
UNE ACTIVITE GENERATRICE DE
REVENUE

23% Moyenne de
l'échantillon :
33%

ACTIVITES PRINCIPALES DES SONDES:

1. Construction (16%)
2. Commerce de détails (12%)
3. Electricien (9%)

SATISFACTION POUR L'ACCES AUX SERVICES

	Sélibaby	Moyenne
Logement décent	18	45%
Sécurité	-1	71%
Education	22	36%
Justice	-2	20%
Soins de santé	9	30%
Eau potable	16	47%

% des sondés
EN RECHERCHE D'EMPLOI

29% Moyenne de
l'échantillon :
27%

% de sondés qui sont
INTERESSES DE MONTER
LEUR PROPRE ENTREPRISE

52% Moyenne de
l'échantillon :
74%

RAISONS PRINCIPALES DE NE PAS AVOIR MONTE UN BUSINESS:

1. Manque de capital (89%)
2. Manque de réseaux (43%)
3. Manque de compétences professionnelles (36%)

% de sondés qui
PEUVENT EMPRUNTER DE L'ARGENT

32% Moyenne de
l'échantillon :
46%

% de sondés qui ont
atteint
LYCEE OU AU-DESSUS

25% Moyenne de
l'échantillon :
41%

% de sondés qui ont
ONT SOUFFERT D'UNE
MALADIE OU ACCIDENT
L'ANNEE DERNIERE

72% Moyenne de
l'échantillon :
65%

% de sondés qui ont
DU REDUIRE LEUR CONSOMMATION DE
NOURRIURE A CAUSE D'UN MANQUE DE
MOYENS

34% Moyenne de
l'échantillon :
42%

% de sondés qui ont
QUITTE L'ECOLE AVANT
LA FIN

41% Moyenne de
l'échantillon :
45%

% de sondés
QUI ONT UN GROUPE
D'AMIS

95% Moyenne de
l'échantillon :
93%

% de sondés qui
ONT UN RESEAU SUR
LEQUEL S'APPUYER

72% Moyenne de
l'échantillon :
51%

% de sondés qui
VEULENT ACCEDER A
DES SERVICES
PSYCHOLOGIQUES

69% Moyenne de
l'échantillon :
35%

PROFIL MIGRATOIRE

% de sondés
NES DANS UNE AUTRE
COMMUNAUTE

32% Moyenne de
l'échantillon :
28%

% de sondés
QUI RECOIVENT DES
TRANSFERTS DE FONDS
DE L'ETRANGER

27% Moyenne de
l'échantillon :
17%

% de sondés qui ont
DE LA FAMILLE OU
DES AMIS A
L'ETRANGER

62% Moyenne de
l'échantillon :
68%

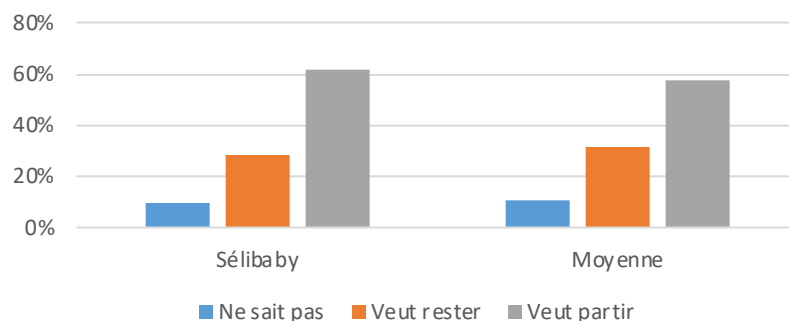
RAISONS PRINCIPALES D'ETRE PARTI

1. R unionification avec la famille (45%)
2. Opportunit es pour l' ducation (28%)
3. Opportunit es  conomiques (12%)

RAISONS PRINCIPALES DE VOULOIR PARTIR

1. Recherche d'emploi (46%)
2. Meilleures perspectives à l'étranger (25%)
3. Raisons familiales (19%)

DESIR DE QUITTER LA COMMUNAUTE

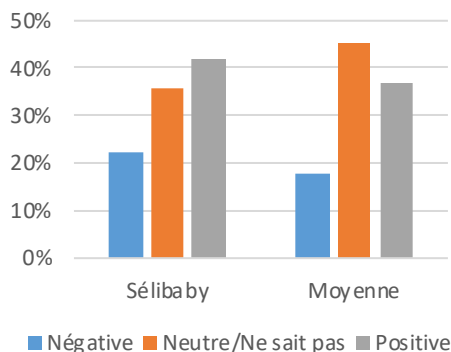


REINTEGRATION DURABLE: CONTRAINTES ET OPPORTUNITES

% de
MIGRANTS DE
RETOUR

12% Moyenne de
l'échantillon:
12%

Perception des migrants de retour dans la
communauté



% de sondés qui ont
ACCES A DES
SERVICES
PSYCHOSOCIAUX

69% Moyenne de
l'échantillon:
39%

% de sondés qui
SE SENTENT
DISCRIMINES

32% Moyenne de
l'échantillon:
28%

DIMENSION ECONOMIQUE

OPPORTUNITES

- Opportunit es à court ou moyen terme dans le secteur agricole et l'élevage, avec un soutien technique, matériel et financier
- Expérience en développement agricole, présence de centres de formation

CONTRAINTES:

- Absence d'industries

DIMENSION SOCIALE

OPPORTUNITES

- Perception majoritairement neutre ou positive des migrants de retour
- Vie sociale active au sein de la communauté, grâce à la présence de nombreuses associations (coopératives, groupes de jeune et groupes de sport)

CONTRAINTES

- Manque de personnels dans l'éducation et la santé

DIMENSION PSYCHOLOGIQUE

OPPORTUNITES:

- Présence d'ONGs sensibilisées aux questions psychosociales

CONTRAINTES:

- Manque d'acteurs spécialisés dans le soutien psychologique

CARTOGRAPHIE DES ACTEURS

Acteurs	Faiblesses/Forces	Eco.	Soc	Psycho.	C4D
Association pour le développement intégré du guidimakha	Intérêt pour la question des retours. A formé des relais communautaires dans le cadre de projets de santé.		X	X	X
Acteurs internationaux (World Vision, Save the Children)	Présence limitée dans les communautés, peuvent être impliqués dans des réunions portant sur la migration et le développement	X	X		
Acteurs gouvernementaux (Mairie, Wali)	Souhaitent contribuer mais souffrent de lacunes de compréhension des problématiques migration et développement.	X	X	X	X
GRDR / Coopératives	Le GRDR soutient les coopératives agricoles. Peut être impliqué dans des partages d'information sur le travail avec les coopératives, et la mise en place de coopératives de migrants de retour.	X	X		
Micro-entreprises	Micro-entreprises (Taxis Motos, ateliers de soudure, gargoteries) qui souhaitent employer des migrants et se développer mais manquent de formations et capital financier	X			

Recommandations

Renforcer le développement des micro-entreprises

Afin de renforcer les micro-entreprises déjà existantes, une intervention est possible à trois niveaux:

- Identifier les micro-entrepreneurs en demande d'accompagnement (ouverture d'un espace d'accueil, prise de contact avec les services et institutions, réalisation d'enquêtes)
- Identification des besoins d'appui (formalisation des idées de projets ou de développement de l'entreprise, appui pour la recherche de financement, renforcement des capacités techniques)
- Etablir un plan d'accompagnement avec le micro-entrepreneur et l'accompagnateur

Exemple de bonne pratique: l'ONG du GRDR, active en Afrique de l'Ouest, a développé un guide pratique d'accompagnement des micro-entreprises

Partenaires potentiels: Micro Entreprises existantes, GRDR

Développer les cadres de concertation au niveau local

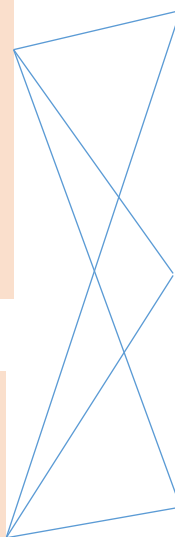
L'OIM doit profiter de sa présence à Sélibaby pour mettre en place un cadre de discussion sur la migration et le développement, en suivant l'exemple des cadres mis en place à Ziguinchor au Sénégal, afin de développer une conversation autour de ces problématiques.

Partenaires potentiels: partenaires gouvernementaux.

REPENDRE AUX DEFIS DE LA COMMUNAUITE

CREER DE L'EMPLOI

FAVORISER L'INTEGRATION DURABLE



RECOMMANDATIONS SPÉCIFIQUES POUR LES COMMUNAUTÉS DE L'ÉTUDE

Le tableau suivant fournit un résumé des profils communautaires et des interventions prioritaires présentés dans le rapport cartographique de l'étude. Les profils détaillant les principales forces et faiblesses des communautés de l'étude sont fournis à la suite de ce tableau récapitulatif.

<i>Communauté</i>	<i>Défis</i>	<i>Profil migratoire</i>	<i>Interventions prioritaires et partenaires locaux possibles</i>
BAGODINE	<p>Manque de capital financier dans l'agriculture</p> <p>Fragilité des infrastructures</p> <p>Absence d'industries</p>	<p>Une économie qui repose notamment sur les contributions de la diaspora, des migrants de retour et des migrants</p>	<p>aPRIORITÉS ÉCONOMIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> Renforcement des coopératives (ex. Dental rewbé Bagodine, Dekhla El Jedide) à travers un état des lieux pour identifier les forces et les faiblesses des groupements déjà existants, l'identification des opportunités locales, le client potentiel et évaluer la qualité et l'intérêt des produits agricoles (renforcement des capacités des membres du groupement dans l'analyse de marché) et le renforcement dans les techniques de production et de transformation agricole <p>PRIORITÉS SOCIALES ET PSYCHOSOCIALES</p> <ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser les associations communautaires aux thématiques de la migration et développement – cette activité peut inclure : les Associations communautaires (Association des Femmes de Bagodine, Ndougou Ala Gonio, Association Culturelle et Sportive de Bagodine), les Groupes diasporiques (Association des Ressortissants de Bagodine en Europe, Bagodine Yakaré) et le Lycée de Bagodine
BOGHE	<p>Manque de soutien pour les entrepreneurs</p> <p>Mauvais état des infrastructures</p> <p>Sécheresse</p>	<p>Situation transfrontalière</p>	<p>PRIORITÉS ÉCONOMIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> Soutien aux microentreprises à travers l'identification des besoins d'appui (formalisation des idées de projet ou de développement de l'entreprise, appui pour la recherche de financement, renforcement des capacités techniques). Les structures gouvernementales (notamment l'ANAPEJ) doivent être impliquées dans une perspective de renforcement des capacités à long terme. Orientation vers les formations agricoles (Centre de formation des producteurs ruraux) <p>PRIORITÉS SOCIALES ET PSYCHOSOCIALES</p> <ul style="list-style-type: none"> Des programmes de Communication pour le Développement sont indiqués pour Boghé sur les problématiques « Migration et Développement », au-delà de la question du retour seule

Communauté	Défis	Profil migratoire	Interventions prioritaires et partenaires locaux possibles
			(Association Mouvement des jeunes solidaires (MJS) Association Mouvement des jeunes, Regroupement des Jeunes de Boghé)
M'BAGNE	Diminution des opportunités dans le domaine de la pêche depuis la construction du barrage	Situation transfrontalière	<p>PRIORITÉS ÉCONOMIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> Relance du centre de formation agricole (GRDR, GRET, Ministère de l'Emploi de la Formation Professionnelle et des Technologies de l'Information et de la Communication (MEFPTIC)) <p>PRIORITÉS SOCIALES ET PSYCHOSOCIALES</p> <ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser les associations aux thématiques de la migration et la réintégration à travers une formation sur les tendances migratoires, les dangers de la migration illégale, des noms de programmes et d'acteurs pouvant soutenir les jeunes ; afin qu'ils puissent ensuite diffuser les informations auprès des membres de l'association.
NIABINA	Mauvais état des infrastructures Accès aux services de base limité Tensions entre jeunes et représentants de l'ordre	Grand nombre de retours spontanés	<p>PRIORITÉS ÉCONOMIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> Favoriser l'entrepreneuriat social pour améliorer les infrastructures (Association pour le Développement de Niabina (ADN)) <p>PRIORITÉS SOCIALES ET PSYCHOSOCIALES</p> <ul style="list-style-type: none"> N/A
NOUAKCHOTT	Des microentreprises en manque de soutien technique et financier de la part des ONG et des autorités	Zone de retour, destination principale pour les migrations internes et secondaires	<p>PRIORITÉS ÉCONOMIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> Orienter les migrants vers les structures et projets existants (présentés dans les parties II et IV) Renforcer la coopération avec les acteurs du secteur privé en accompagnant les jeunes dans la recherche d'emploi et une fois l'emploi obtenu, proposer à l'entreprise de compléter le salaire et la formation du migrant de retour ; et en organisant une rencontre avec le l'Union National du Patronat de Mauritanie (UNPM) par le biais de l'ANAPEJ (Partenaires potentiels : ANAPEJ, GRDR) <p>PRIORITÉS SOCIALES ET PSYCHOSOCIALES</p>

Communauté	Défis	Profil migratoire	Interventions prioritaires et partenaires locaux possibles
			<ul style="list-style-type: none"> • Sur le long-terme, l'OIM pourrait envisager la mise en place d'ateliers sur la problématique « Migration et Développement », à partir d'un comité en charge des projets communautaires d'un projet mis en place dans le cadre du Fonds Fiduciaire.
SELIBABY	Faiblesse de l'accès aux services	Zone transfrontalière	<p>PRIORITÉS ÉCONOMIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Soutien aux microentreprises à travers l'identification des besoins d'appui (formalisation des idées de projet ou de développement de l'entreprise, appui pour la recherche de financement, renforcement des capacités techniques). Les structures gouvernementales (notamment l'ANAPEJ) doivent être impliquées dans une perspective de renforcement des capacités long-terme. <p>PRIORITÉS SOCIALES ET PSYCHOSOCIALES</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développer les cadres de concertation au niveau local en profitant de la présence du bureau de l'OIM

Samuel Hall est un bureau d'étude proposant des services d'analyse d'experts, des conseils personnalisés et un accès aux connaissances locales pour un large éventail d'acteurs opérant dans les environnements les plus difficiles du monde.

Nous sommes spécialisés dans les enquêtes socioéconomiques, les études privées et publiques et l'évaluation de l'impact de divers acteurs humanitaires et de développement. Grâce à une approche rigoureuse et à l'inclusion d'experts universitaires, de praticiens de terrain et d'un vaste réseau de chercheurs nationaux, nous apportons des idées novatrices et des solutions pratiques pour résoudre les problèmes sociaux, économiques et politiques les plus urgents de notre époque.

Samuel Hall a des bureaux en Afghanistan, au Kenya et en Somalie et est présent en France, en Allemagne, au Sénégal, en Tunisie et aux Émirats arabes unis. Pour plus d'informations, veuillez visiter www.samuelhall.org.



development@samuelhall.org